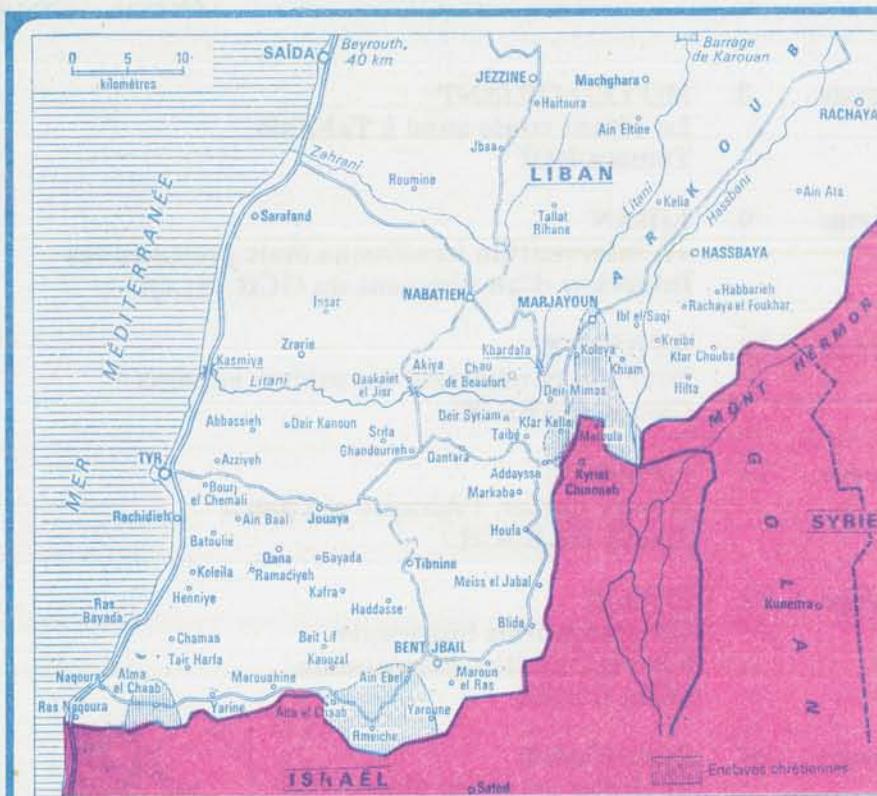


bimensuel  
n° 26  
14 avril 1978  
5.f.f 35.f.b 3.f.s

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



# MOYEN ORIENT

## Le Litani coule aussi à Tel Aviv

### dossier:

# les Cubains en Afrique

### économie:

# la chute libre du dollar

PAR ERNEST MANDEL



# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

**Abonnement**  
**UN an**  
**25 numéros**



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.  
Par avion, USA et Canada :  
30 dollars par an.  
Pour les autres pays écrire à la  
rédaction  
Versement : libeller les chèques au  
nom de Pascal Henri et les envoyer à  
« Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à *Inprecor*  
accompagné d'un chèque.  
Boîte postale 57, 93101 Montreuil/Cedex - France.

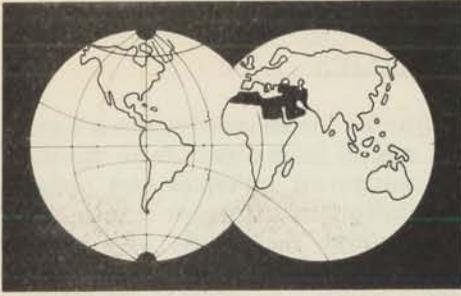
### Sommaire

- page 3 MOYEN-ORIENT  
Le Litani coule aussi à Tel-Aviv  
Tamara NIR
- page 9 LIBAN  
« L'intervention israélienne était préméditée »  
Interview d'un dirigeant du GCR (SLQI)
- page 12 AFRIQUE  
Pour qui combattent les soldats cubains ?  
Claude GABRIEL
- page 18 AFRIQUE  
Jimmy Carter, l'Afrique et Castro  
Ernest HARSCH
- page 22 ITALIE  
Du compromis historique  
à la capitulation permanente  
Lidia ROSSI
- page 29 ECONOMIE  
Le dollar en chute libre  
Ernest MANDEL

NOM .....  
 PRENOM .....  
 ADRESSE .....  
 .....  
 .....  
 PAYS .....

Inprecor, Boîte postale 57, 93101 Montreuil/Cedex France  
Directeur de publication : Jean-François Godchau

Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117  
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les  
articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.



## Moyen-Orient

# Le Litani coule aussi à Tel-Aviv

*La sous-estimation de la détermination et des capacités du mouvement palestinien à combattre l'armée sioniste a ruiné les plans des dirigeants de Tel-Aviv qui comptaient sur une guerre-éclair*

Tamara NIR

On connaît la fameuse déclaration du général israélien Abraham Yofé il y a quelques années : «*Nous regardons la question arabe à travers le viseur d'un fusil*».

Ayant expulsé les Palestiniens de leur patrie et établi un Etat juif en 1948, le régime sioniste considère la question palestinienne comme un fâcheux problème diplomatique auquel son délégué à l'ONU doit faire face chaque fois qu'un Etat arabe soulève la question des réfugiés. Confrontés à la lutte armée et à la lutte politique du mouvement national palestinien depuis 1965, l'Etat d'Israël est déterminé à donner à ce problème, qui est devenu une question internationale, une solution radicale à coups de fusil. C'est cette solution finale qu'Israël pensait mener à bien avec «*l'opération nettoyage*» dans le sud du Liban.

Soutenue par l'aviation et la marine, une armée de 30 000 soldats devait porter un coup mortel à la résistance palestinienne. A l'origine, le plan était d'envahir le sud du Liban, de détruire la résistance palestinienne au cours d'une «*guerre éclair*» et de «*créer une ceinture de sécurité*» de 10 km de profondeur, contrôlée par les sionistes par l'intermédiaire de leurs alliés phalangistes. Israël estimait que les forces syriennes respecteraient l'accord tacite qui existe entre les deux pays et ne franchirait pas la «*ligne rouge*». Effectivement, la Syrie ne vou-

lait pas affronter l'armée israélienne, et cette attitude fut celle de tous les régimes arabes.

Cependant, les forces sionistes n'ont pas atteint leur objectif, pour deux raisons :

1) Les combattants palestiniens opposèrent une forte résistance;

2) les forces palestiniennes reculèrent vers le nord, mais continuèrent le combat.

Conscient de cet échec, le gouvernement de Tel Aviv décida de faire progresser ses forces jusqu'au fleuve Litani, pour qu'elles mènent à bien leur mission dans cet espace territorial.

Mais cette seconde étape de l'opération échoua également, pour les mêmes raisons que la première et malgré ses lourdes pertes, la résistance palestinienne conserva sa capacité de combattre.

### LE PLAN SIONISTE

Les Israéliens ont réussi, sans aucun doute, à porter la mort et la destruction au Liban : plus de 200 combattants palestiniens furent tués et 200 autres blessés; plus de 2000 civils, libanais et palestiniens, furent tués; 265 000 sont devenus des réfugiés (beaucoup d'entre eux pour la deuxième, troisième ou quatrième

fois) qui cherchent un abri à Saida, ou Beyrouth, et de nombreux villages ne sont plus que ruines.

Le plan israélien n'est pas nouveau. Selon certains journaux, le dossier était déjà prêt lorsque le Parti travailliste était au pouvoir. Mais au-delà de la question des détails de ce plan spécifique, on peut affirmer sans hésitation que depuis des années l'armée sioniste voulait mener une «*opération de nettoyage*» dans le Sud du Liban. Pendant la guerre civile au Liban, le gouvernement israélien tenta plus d'une fois des incursions au-delà de sa frontière nord, mais il avait été arrêté par les injonctions venues de Washington. Ce dernier estimait qu'une attaque d'Israël provoquerait la mobilisation des Palestiniens et des Libanais et que, par conséquent, bien que plus faibles militairement, les régimes arabes pourraient faire le travail plus efficacement.

A cette époque, Israël a donc dû se contenter de patrouiller dans le Sud-Liban, entraînant militairement, aidant les phalangistes et établissant un siège naval. Après la guerre, Israël approfondit son alliance avec les phalangistes, élargit le cadre de ses liens avec la population chrétienne pro-phalangiste pour y inclure des relations économiques et lança des attaques armées à plus petite échelle contre les Palestiniens et les villages musulmans.

## UN PRETEXTE TOUT TROUVE

Le dispositif de l'invasion ne doit rien au hasard. Israël a utilisé l'opération «autobus» revendiquée par le Fath pour expliquer son offensive comme une mesure de représailles; mais c'est le contexte politique, à une plus vaste échelle, qui peut seul rendre compte de la mise en œuvre d'une opération de cette envergure. Les négociations entre Sadate et Begin étaient au point mort. Le président égyptien avait offert à l'Etat israélien ce qu'aucun sioniste n'avait jamais imaginé : sa reconnaissance par le plus grand Etat arabe, ouvrant la voie à des relations de paix avec le régime égyptien, et peut-être avec d'autres gouvernements arabes et, ce qui n'est pas moins important, une claire allusion de Sadate à l'éventualité, acceptée par lui, de l'éviction de l'OLP de la table des négociations. Mais cependant, l'agenouillement du dirigeant égyptien, la cassure du monde arabe, et le fait que les USA n'aient montré aucune intention d'exercer une pression sur leur allié sioniste, n'ont fait qu'augmenter l'arrogance du gouvernement de Tel Aviv et qu'accroître son appétit. Il a rejeté l'initiative de paix de Sadate en refusant de se retirer de la rive occidentale du canal et de la bande de Gaza, d'envisager une «solution» politique à la question palestinienne et d'évacuer les colonies juives établies dans les territoires occupés en 1967; qui plus est, il en a créé de nouvelles pendant les pourparlers de paix.

C'est cette arrogance qui explique la décision du gouvernement Begin de détruire la résistance palestinienne une fois pour toutes. Cependant, enivré par ses succès antérieurs, il a commis une erreur fondamentale : l'extrême sous-estimation de la détermination et des capacités du mouvement palestinien à combattre contre l'armée sioniste. Cette erreur fondamentale a ruiné le plan des dirigeants de Tel Aviv qui comptaient sur une guerre-éclair. Israël pensait que le combat serait terminé avant que le facteur international ne vienne s'interposer; et si cela s'était déroulé comme les sionistes le désiraient, cela n'aurait pas contrarié les intérêts américains, cela n'aurait pas non plus

été vu d'un mauvais oeil par le gouvernement égyptien qui recherche un règlement pacifique et pour qui l'OLP constitue l'obstacle principal.

Mais, face à une puissante résistance de la part du mouvement national palestinien, la bataille tourna à la guerre et les plans israéliens échouèrent. Agissant avec une extrême rapidité, les USA poussèrent à un vote du Conseil de sécurité des Nations-Unies, visant à installer une force intérimaire de l'ONU au Liban. De fait, les casques bleus sont arrivés au Liban le onzième jour de l'invasion. Le premier rôle des casques bleus est de déloger les Palestiniens de leurs positions le long du fleuve Litani et de les empêcher de



Territoires occupés par Israël en 1967

revenir au sud. Pour sa part, le régime syrien se propose de contenir la résistance palestinienne dans le nord. La seconde étape du plan impérialiste est de remplacer les Israéliens dans le sud.

Israël n'a cependant pas encore décidé ce qu'il va faire maintenant. La direction sioniste n'avait pas prévu les complications qui sont apparues. Elle ne le pouvait pas. Elle n'a jamais pris en compte l'hypothèse d'un échec.

## LES CONSEQUENCES POLITIQUES DE L'ECHEC ISRAELIEN

Que les forces israéliennes n'aient pas rempli leurs objectifs ne signifie pas seulement qu'Israël sera obligé de continuer à affronter la lutte des Palestiniens, mais a de plus larges implications pour sa politique intérieure comme pour ses relations internationales.

Depuis la guerre d'octobre 73, l'invasion du Sud-Liban est la première confrontation militaire à grande échelle de l'Etat sioniste avec une force arabe. Depuis la défaite, qu'elle a expérimentée politiquement pour la première fois en 1973, la direction de l'Etat d'Israël a souhaité et voulu prouver au monde, aussi bien qu'en Israël même, que la guerre d'octobre n'avait été qu'une bétise du service de renseignements de l'armée, qui, les mesures adéquates étant prises, ne se répéterait jamais plus. Certains officiers étaient même partisans d'engager une guerre dans le seul but de prouver que l'armée sioniste est invincible, preuve dont l'importance a crû à la lumière du renforcement de l'alliance entre l'impérialisme américain et les régimes arabes, et, par voie de conséquence, de la peur grandissante de l'Etat d'Israël de ne plus être le seul sur qui les Américains s'appuient.

Mais la guerre d'octobre a été un véritable tremblement de terre pour la société israélienne et a ouvert une période de crises économiques, sociales, politiques et idéologiques profondes. L'élection de Begin comme Premier ministre a nourri au sein de la population israélienne l'espoir qu'un gouvernement fort serait capable de résoudre ces crises.

Il est vrai que la chance a semblé sourire à Begin pendant les premiers mois de son gouvernement. Peu après la mise en œuvre du nouveau plan économique du gouvernement - attaque ouverte contre la classe ouvrière - Sadate fit sa spectaculaire visite, et c'est Begin qui bénéficia du crédit de ce nouveau rêve de paix. Sa ligne dure apparut comme payante. Mais l'écran de fumée fut vite dissipé.



Zayyad - Maire de Nazareth

Les négociations de paix entre Israël et l'Égypte ouvrirent un débat au sein de la direction israélienne, entre ceux qui étaient prêts à faire quelques concessions mineures et ceux qui adhéraient au programme du Likoud. Les conversations Begin-Sadate ayant abouti à une impasse, les divergences se sont aiguës. Les uns étaient partisans de se saisir de l'occasion pour établir des relations économiques et politiques avec l'Égypte, bien que leurs propositions soient loin de ce qui aurait pu être accepté par Sadate; les autres arguaient que, puisque la paix entre l'Etat sioniste et les Etats arabes ne peut être que provisoire, le contrôle des territoires par l'armée israélienne constitue une bien meilleure garantie que toutes les implantations de colonies. Il ne faut non plus sous-estimer le facteur idéologique qui accompagne habituellement le dernier argument : l'évacuation des colonies juives (condition préalable à tout accord) implique la négation du sionisme et donc le commencement de sa fin.

En fait ce débat - entre faucons et colombes sionistes - s'est ouvert en 67 avec la conquête de nouveaux territoires, entre les partis politiques et en leur sein.

## DES CONSEQUENCES CONCRETES

Depuis la visite de Sadate, cependant, il y a des implications concrètes et certaines conséquences. En dépit de ce débat, Begin semblait avoir les commandes bien en main. Il s'est lancé dans son baptême du feu... mais a échoué. Et il ne s'agit pas d'un échec dans la confrontation avec un Etat arabe, mais avec

le mouvement de résistance du peuple palestinien dont Israël nie jusqu'à l'existence. C'est l'invasion du Sud-Liban qui a mis au jour tous les aspects de la crise de l'Etat israélien que Begin avait semblé faire disparaître d'un coup de baguette magique le 17 mai 1977, date de son entrée en fonction.

Il a fallu l'invasion du sud du Liban pour alerter les Etats-Unis et les convaincre que les choses étaient en train de lui échapper. Pendant les premiers jours de l'incursion, Washington a observé les événements sans faire de commentaires, mais quand il est devenu clair que les forces israéliennes rencontraient une résistance acharnée et qu'elles poursuivaient leur opération et étendaient les territoires occupés, les Etats-Unis se décidèrent à reprendre et à garder fermement en mains le contrôle d'une situation qui évoluait dangereusement. L'offensive israélienne menaçait ce que la réaction avait acquis pendant la guerre civile et ne pouvait pas être indéfiniment regardée avec indifférence par les régimes arabes. La décision US d'intervenir par l'intermédiaire de l'ONU est le premier maillon dans l'actuelle série de heurts qui se produisent entre Washington et Tel Aviv.

Depuis la guerre d'octobre 73, les Etats-Unis subissent des pressions grandissantes de leurs alliés arabes, surtout de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, pour obliger Israël à se retirer des territoires occupés en 1967, ou au moins d'une partie significative de ceux-ci et de préparer ainsi la voie à un règlement pacifique au Moyen-Orient. Mais c'est tout le contraire qu'a fait le gouvernement américain. Sauf dans le cas de l'accord intérimaire Israël-Égypte de 1975, aucune pression importante n'a été exercée sur l'Etat sioniste. La politique des USA fut d'accorder à Israël une aide militaire et économique plus grande que jamais et de faire pression sur ses alliés égyptiens.

## UNE CONTRADICTION FONDAMENTALE

Aujourd'hui, les projets de Carter de vendre des avions de combat F-15 à l'Arabie Saoudite et les difficultés que Begin a rencontrées dans sa récente visite à Washington, les déclara-

tions de Carter faisant allusion aux moyens qu'ont les USA de faire pression sur un allié trop entêté qui refuse tout pas en avant vers Sadate, découvrent une fois de plus la contradiction qui caractérise le régime colonialiste israélien, dont la force et l'existence même sont fondées sur sa dynamique expansionniste et colonisatrice et dont on exige qu'il sacrifie cette politique sur l'autel des intérêts globaux du pouvoir impérialiste qu'il sert.

Begin a réussi à unifier autour de lui l'ensemble du camp sioniste après que des rumeurs aient circulé sur des tentatives des USA d'organiser le remplacement de Begin. Mais cette unité pourra difficilement durer longtemps en face des choix - dont aucun ne semble satisfaisant - que le gouvernement de Tel-Aviv doit faire concernant deux problèmes :

1) Ou bien se retirer du Liban et laisser la surveillance du sud du pays aux mains des phalangistes avec l'aide de l'ONU - deux forces qui sont incapables de prévenir le retour des combattants de la résistance palestinienne - ou garder une armée de dizaines de milliers de soldats, avec un prix élevé à payer, surtout si cela va à l'encontre des visées US.

2) Ou bien accepter le « plan de paix » qui prévoit que la rive occidentale du Jourdain soit internationalisée pour cinq ans et que ses habitants aient à décider s'ils veulent être réunis à Israël, à la Jordanie ou garder un statut « international », ou alors insister sur le refus de tout retrait de la rive occidentale et avoir à faire face à la possibilité que l'Amérique se départisse de sa politique de la carotte pour adopter celle du bâton.

Mais les désaccords au sein de la direction sioniste et les frictions entre les divers partis politiques sur la tactique à utiliser dans les négociations avec Sadate ou pour éviter les pressions US ou contrôler le Sud-Liban n'ont, pris tous ensemble, aucune commune mesure avec l'apparition d'un nouveau phénomène : une manifestation spontanée de 30 000 personnes a eu lieu, le 1er avril, à Tel-Aviv avec comme mots d'ordre : « *Mieux vaut la paix maintenant que le grand Israël* » ; « *La paix*

*n'est pas un rêve»; «l'avenir de nos enfants nous importe plus que le tombeau de nos ancêtres».*

La confiance dans les moyens militaires comme solution à tous les problèmes a été ébranlée par l'échec, et de la paix et de la guerre.

Cette nouvelle réaction de masse au rejet par le gouvernement de l'initiative de paix qui s'est réveillée juste après l'échec de l'invasion du Sud-Liban, va dans une direction opposée à celle du «mouvement de protestation» qui s'était développé après la guerre d'octobre. A cette époque, la revendication était de renvoyer les responsables directs de la «gaffe» qui «avait causé» la défaite d'Israël dans cette guerre. Aujourd'hui, la protestation s'élève contre l'affirmation que la guerre est inévitable.

De même que la défaite militaire seule ne suffisait pas à provoquer un mouvement en faveur de la paix, l'initiative de Sadate, à elle seule, fut insuffisante pour créer une opposition de masse à la politique militariste. Il a fallu l'échec de l'invasion pour créer un soutien de masse aux idées exprimées dans la pétition des officiers (réservistes) et par les étudiants devant l'offensive israélienne.

Les manifestants de Tel-Aviv n'ont bien sûr pas rompu avec l'idéologie sioniste, et le chemin sera long. L'initiative de Sadate crée l'illusion qu'un accord entre les régimes arabes et l'Etat sioniste pourrait apporter la paix aux masses du Moyen-Orient. Mais ce refus de la guerre affirmée comme seule solution entre en opposition avec le sionisme qui est condamné à être en permanence engagé dans le combat contre les masses arabes et qui mène les masses juives à un piège mortel.

Cette réaction de masse peut faire entrevoir la possibilité, pour la révolution socialiste arabe d'éloigner des secteurs des masses juives de l'idéologie sioniste.

C'est pourquoi on peut comprendre les réactions hystériques des dirigeants israéliens («*cela sent le putsch militaire*»), a dit le ministre des Finances) et le fait qu'aucun

parti sioniste ne veuille ni ne puisse conduire un mouvement pour la paix, bien que chacun d'entre eux ait son propre «plan de paix».

Les déclarations «dures» de Begin à son retour des USA aussi bien que celles de Ruhas Eliav, membre de la délégation israélienne aux Nations-Unies, expliquant que les troupes israéliennes resteraient probablement pour longtemps au Liban, montrent que le gouvernement de Tel-Aviv a l'intention de poursuivre son actuelle politique. Le ministre de la Défense a appelé - sans consultation préalable de son Premier ministre - à la formation d'un «gouvernement national de paix», qui n'a pas fait naître un grand enthousiasme dans l'opposition. C'est là une indication de ce que, alors qu'elle a besoin d'un front national pour faire face à des pressions éventuelles des Américains, la direction israélienne n'est pas à l'abri de craquements au sein de son propre gouvernement. Plus même, le ballon de «l'invincible Israël» ayant crevé juste un peu avant celui des soi-disant recherches «de paix» du gouvernement, les initiatives interpellant ce dernier sur ses projets «de paix», qui avaient commencé avant l'invasion, vont prendre des dimensions plus importantes.

#### ISRAEL A ECHOUÉ... MAIS L'OLP N'A PAS GAGNÉ

Pour les combattants palestiniens, c'était l'existence même de leur mouvement national de libération qui était en jeu dans ce combat. Il ne s'agissait pas seulement d'une bataille de plus contre les forces israéliennes, mais d'une guerre pour maintenir leur base même. Après sa défaite en Jordanie, en septembre 70, après les coups violents qui lui ont été portés pendant la guerre civile au Liban, la résistance palestinienne a pu défier la tentative d'écrasement des sionistes.

Obligés, par l'attaque israélienne, de se déplacer vers le nord, tandis que la Syrie maintenait ses forces à une certaine distance de la «ligne rouge», les troupes de résistance se sont établies au-delà du Litani, menant depuis cette base des attaques au sud du fleuve, ils empêchèrent l'armée, la marine et les paras israéliens d'envahir Tyr et Rashidiéh.

Cependant, les pertes subies par la résistance sont énormes : des centaines de combattants morts ou blessés; ses bases du sud détruites; la majorité de la population musulmane a fui vers le nord et les habitants Chiïtes qui restent gardent une attitude neutre envers les envahisseurs; plusieurs centaines de supplétifs chrétiens sont descendus du nord vers le territoire occupé par



Pour fêter le jour de l'indépendance.

Israël; les phalangistes ont essayé - soutenus par Israël - de créer une armée du sud, basée sur des unités mixtes Chiïtes-chrétiens. Quel que soit le succès de ce dernier projet et quelle que soit la force qui contrôle le sud, les sionistes, les phalangistes, les casques bleus, ou une combinaison de ces forces, il sera beaucoup plus difficile pour la résistance palestinienne d'opérer dans le sud du

Liban (il faut se rappeler que sa liberté de mouvement a déjà été restreinte à la fin de la guerre civile). Au nord du Litani, la Syrie déploie ses troupes, ne faisant pas secret de leur mission de contenir la résistance palestinienne. Le long du Litani, la direction de l'OLP a accepté d'évacuer ses positions et de les laisser aux mains des forces de l'ONU.

Depuis sa création, le mouvement national palestinien s'est toujours trouvé seul en face de ses ennemis, qu'il s'agisse d'Israël, des casques bleus ou de l'armée syrienne - sur le champ de bataille; cependant, il a été de moins en moins seul à déterminer sa politique, au fur et à mesure que l'emprise des régimes arabes sur sa direction se renforçait.

L'acceptation, par la majorité de la direction de l'OLP du projet d'Etat palestinien dans le cadre d'un règlement pacifique au Moyen-Orient, a largement conditionné les initiatives armées qu'il a prises et cela a, en retour, affaibli son pouvoir politique. Il y a quatre ans, au moment où l'adoption du mini-Etat par la direction de l'OLP fut considérée par les régimes arabes comme un grand succès pour eux, l'organisation de libération de la Palestine obtint des victoires diplomatiques qui dépassaient de loin ses gains sur le champ de bataille; aujourd'hui, ce que l'OLP gagne sur le terrain peut difficilement être transformé en avantages politiques.

L'opération spectaculaire sur la route Tel-Aviv-Haïfa, devait servir de signal d'alarme pour toutes les forces politiques de la région, particulièrement pour l'Egypte, les USA et Israël : aucune paix ne pouvait être établie au Moyen-Orient sans l'OLP. De plus, étant donné qu'Israël ne laisserait pas cette opération sans réponse, il est probable que l'OLP s'attendait à une riposte (bien que de moindre ampleur), qui obligerait tous les régimes arabes - y compris l'Egypte - à conclure une alliance avec elle. Elle cherchait à réaliser une des deux possibilités suivantes : soit mettre un terme aux pourparlers de paix israélo-égyptiens, soit, mieux encore, de son point de vue, forcer les participants de la négociation de l'intégrer à l'accord. Elle n'y est pas parvenue

et c'est probablement le gouvernement égyptien qui tirera les marrons du feu. D'une part la tension croissante dans les relations entre Washington et Tel-Aviv, et d'autre part, la résistance acharnée des Palestiniens contre l'armée sioniste ne peuvent que favoriser la position de Sadate sur les questions de la rive occidentale du Jourdain et de la bande de Gaza. Cependant, l'éventualité d'une intégration de l'OLP aux pourparlers de paix est toujours aussi faible. Washington soutient clairement le refus d'Israël d'accepter l'OLP comme interlocuteur.

Plus que jamais, la direction de l'OLP est en train de démontrer comment elle sait réduire ses victoires à néant. Les forces des Nations-Unies ont été envoyées au Liban pour servir les plans de l'impérialisme; leur première tâche a été de déloger les combattants palestiniens des positions qu'ils avaient conquises le long du Litani. Pourtant, elles furent chaleureusement accueillies par Yasser Arafat qui devait déclarer, à l'issue de sa rencontre avec le général Emmanuel Erskine, commandant en chef des troupes de l'ONU au Sud-Liban : *«Au nom de l'OLP et des forces communes libano-palestiniennes, je déclare que nous ferons tout pour faciliter la mission au Liban des forces intérimaires des Nations-Unies»*. La politique d'Arafat n'est pas sans rencontrer d'obstacles. Le FPLP a clairement rejeté toute espèce de cessez-le-feu; parmi la gauche libanaise, l'opposition à la présence des forces de l'ONU est très largement répandue. Les combattants palestiniens et leurs alliés libanais, encouragés par l'échec sioniste, ne montrent aucune volonté de se retirer devant les forces de l'impérialisme américain et français.

#### LA SOLIDARITE DES POPULATIONS DE LA RIVE OCCIDENTALE ET DE GAZA

Au moment même où leur offensive au Sud-Liban se heurtait à la résistance des Palestiniens, les forces israéliennes devaient faire face à une nouvelle vague de mobilisation sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza. Grève des écoles, des commerçants, manifestations, jets de pierres et incendies de véhicules contre les forces d'occu-

pation : les Palestiniens exprimaient ainsi leur détermination, eux qui sont sous la botte sioniste depuis 1967, de continuer leur lutte contre l'occupant sioniste et de manifester leur totale solidarité avec les combattants palestiniens au Liban. Malgré la répression (coups de feu, morts, blessés, arrestations) pendant quelques jours, les forces militaires se révélèrent incapables de rétablir leur ordre.

C'est la plus importante manifestation de masse qu'ait connue la rive occidentale depuis 1976. Comparée à 75 et 76, la combativité était pourtant plus faible en raison de l'impasse politique dans laquelle s'est laissée pousser l'OLP et en raison de l'affaiblissement de son activité armée. C'est pourquoi l'initiative de paix de Sadate n'avait suscité aucune réaction des masses de la rive occidentale. Mais que l'armée sioniste ne soit pas parvenue à écraser la résistance palestinienne a donné une impulsion aux récentes grèves et manifestations qui se sont déroulées.

#### PASSIFS DEVANT L'INVASION

L'agression sioniste a volontairement abouti à faire exploser les anciennes alliances et à en remodeler de nouvelles dans la région arabe. Le «front de la fermeté» qui ne s'était guère manifesté pendant sa courte existence, s'est effondré. La conférence des ministres des Affaires étrangères des Etats arabes qui l'avait formé s'est terminée par une scission. La Syrie et l'Algérie ont approuvé l'entrée des forces de l'ONU et ont ainsi rejoint le concert des Etats favorables à un règlement; la Libye et le Yémen l'ont rejeté. L'Egypte est sortie de son isolement : le Conseil des ministres de la Ligue arabe s'est réuni au Caire, rassemblant les représentants des Etats membres à l'exception de l'Irak et des quatre Etats membres du «front de la fermeté». Quels que soient leurs intérêts divers et conflictuels, tous les Etats arabes - ceux de la «fermeté» comme les partisans d'un règlement - étaient unis dans leur détermination de rester à l'écart des affrontements israélo-palestiniens et de tout faire pour y mettre un terme.

Aucun des Etats arabes n'était désireux de se confronter militairement à Israël. Mais il ne leur a guère été possible de rester à l'écart car la lutte menée par les Palestiniens est comme une preuve vivante de leur propre faiblesse, et une guerre prolongée minerait leur stabilité interne - déjà compromise. La seule façon de sortir de l'impasse était de faire pression sur Washington pour qu'à son tour, celui-ci exerce son pouvoir sur l'Etat israélien et l'oblige à se retirer.

Bien qu'ils soient restés des spectateurs - actifs - de cette pièce sanglante, il y a parmi eux des gagnants et des perdants. Pour le front arabe



Réfugiés quittant la ville de Tyr.

de la «fermeté», les choses vont de mal en pis. Le jugement de Sadate sur l'inconsistance de ce front s'est avéré exact et sa bruyante défense de la cause palestinienne apparaît aujourd'hui plus ridicule que jamais. Mais c'est la Syrie qui s'en tire le plus mal. L'invasion israélienne a remis en cause le contrôle syrien sur le Liban. Voulant éviter tout affrontement avec l'armée israélienne, elle est devenue sa collaboratrice; ses 30 000 soldats ont respecté l'accord tacite passé avec Israël de rester au nord du Litani; qui plus est, après

la décision de l'ONU d'envoyer des casques-bleus au Liban, la Syrie a décrété l'embargo sur toute entrée d'armes au Liban comme sur tout renfort pour la résistance palestinienne.

Le régime égyptien, lui, a relativement bénéficié de la situation créée. Sadate, qui avait été critiqué sur son initiative de paix avec Israël, a maintenant une chance de reprendre sa place dans le monde arabe, ses critiques n'ayant pas remué le petit doigt pour empêcher les forces sionistes d'entrer au Liban. En outre, l'invasion israélienne a fait du règlement pacifique une tâche urgente pour l'impérialisme américain

Le problème le plus immédiat est celui du retrait d'Israël du Liban. Quelle que soit la solution choisie par l'Etat sioniste - retrait laissant les phalangistes et les forces de l'ONU prendre le contrôle du Sud-Liban ou bien maintien de ses forces armées - le prix à payer par le gouvernement de Tel-Aviv sera très élevé. Ni les phalangistes ni les troupes de l'ONU ne sont capables d'empêcher un retour des Palestiniens dans le sud. Les milices chrétiennes sont trop faibles et le projet d'une armée composée de chrétiens et de Chiïtes ne semble guère réaliste. En ce qui concerne les casques-bleus, la direction de l'OLP recule devant une confrontation armée des forces d'un pouvoir dont elles ont besoin pour être intégrées à un règlement de paix. Mais il est peu probable qu'elle arrêtera la lutte armée si rien ne lui est offert en échange.

Le maintien, par Israël, de ses troupes au Sud-Liban signifie le maintien d'une forte armée d'occupation, sans cesse engagée dans la guerre contre la résistance; mais cela va à l'encontre des intérêts de ceux qui financent l'armée israélienne. Le projet US de restaurer l'ordre au Liban et de parvenir à un règlement global exclut la présence d'Israël dans un nouveau pays arabe.

Le deuxième problème est l'avenir de l'Etat libanais. L'impérialisme américain qui a amené ses troupes au Liban, par l'intermédiaire des Nations-Unies, a intérêt à la reconstruction de l'Etat libanais, et la résistance palestinienne est l'obstacle majeur. En dépit de la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes de cette dernière, son existence même, comme force armée autonome, engagée dans la lutte contre le sionisme, a sapé l'ordre bourgeois au Liban. Sa présence fut un facteur déterminant de la naissance du mouvement de masse libanais et de l'effondrement de l'autorité centrale de l'Etat libanais. Il est donc indispensable pour l'impérialisme de se débarrasser de cette menace. Cependant, ni les forces de l'ONU, ni la droite libanaise, ne sont capables de venir à bout de cette tâche. Le contrôle de l'armée syrienne sur la résistance palestinienne s'est révélé insuffisant et, qui plus est, la restauration de l'Etat libanais impliquera le retrait

et la question palestinienne se révèle à nouveau comme l'un des principaux éléments minant l'ordre social dans l'Orient arabe. Les possibilités de voir les USA exercer une pression sur Israël à propos de la question de la rive occidentale et de la bande de Gaza sont plus grandes que jamais.

\*\*\*

L'invasion israélienne du Sud-Liban a soulevé trois problèmes majeurs, au centre desquels se trouve la question palestinienne.

des forces de la Syrie. Celle-ci a, malgré tout, intérêt à maintenir l'existence de la résistance palestinienne, sous sa surveillance, comme une carte dans la négociation d'un règlement.

Au regard de la conclusion d'un accord de paix dans l'Orient arabe, la question palestinienne est une pomme de discorde entre les négociateurs, actuels ou potentiels.

L'Égypte propose «l'autodétermination» du peuple palestinien sous une forme déjà déterminée par elle et ses partenaires dans la négocia-

tion; la Syrie aurait intérêt à un Etat palestinien qu'elle chapeauterait; Carter propose «l'internationalisation» du peuple palestinien. Israël, qui préfère une paix séparée avec l'Égypte, compte sur ses propres forces pour contrôler les Palestiniens sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza, et pour détruire le mouvement de résistance d'un peuple dont il nie l'existence, parce qu'il sait qu'aussi longtemps que l'Etat sioniste existera, la lutte des Palestiniens continuera.

Ainsi, pendant que toutes les forces réactionnaires de la région

arabe échafaude des plans pour liquider la résistance palestinienne, en lui coupant les ailes, en la soumettant ou en la détruisant physiquement, la direction de l'OLP propose son projet de liquidation de cette résistance en échange d'un Etat palestinien autonome sur la rive occidentale et la bande de Gaza. Pourtant aujourd'hui, même ce compromis n'est plus à l'ordre du jour, pour n'est plus à l'ordre du jour pour les forces politiques impliquées qui le soutenaient dans le passé.

2 avril 1978

## Liban

# «L'intervention israélienne était préméditée»

## Interview d'un dirigeant

### du GCR (Section libanaise de la IVe Internationale)

Cette interview d'un membre du Comité exécutif du Groupe communiste révolutionnaire (section libanaise de la IVe Internationale) a été obtenue à Beyrouth, le 2 avril 1978.

L'opinion du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur l'agression sioniste au Liban est exprimée dans une déclaration, publiée dans *Inprecor-Intercontinental Press*, no 24 du 30 mars 1978. A propos de l'intervention des troupes de l'ONU, on pouvait notamment y lire :

*«A l'initiative du gouvernement des Etats-Unis qui veut permettre aux classes dominantes arabes de sauver la face, l'ONU a adopté une résolution hypocrite qui évite toute condamnation explicite de l'invasion du Liban et décidé une nouvelle expédition des «casques bleus». Ceux-ci n'auront d'autre tâche que de sauvegarder, contre le mouvement palestinien, le nouveau statu-quo après que l'armée sioniste aura accompli sa mission de «nettoyage». (...) «Il faut exiger le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban et dénoncer l'installation de contingents de l'ONU arrivés derrière les tanks israéliens.»*

Telle est la position officielle de la IVe Internationale.

Sur d'autres problèmes également soulevés par l'interview du dirigeant du GCR, nos lecteurs se référeront à cette déclaration pour connaître le point de vue du Secrétariat unifié.

**Question :** La propagande sioniste a présenté l'agression israélienne au Sud-Liban comme une réaction à l'opération de commando du «Fatah», au nord de Tel-Aviv. Qu'en penses-tu ?

**Réponse :** L'ampleur même de l'intervention de l'armée sioniste ne laisse subsister aucun doute quant à son caractère prémédité. L'intervention combinée par terre, air et mer des troupes sionistes contre les forces de la résistance palestinienne et de la gauche libanaise et contre la population chiite du Sud-Liban n'est en aucune façon une réaction spontanée à une quelconque opération terroriste. En fait, l'armée sioniste prévoyait de longue date l'occupation du Sud-Liban. Israël y intervenait déjà, d'ailleurs, par le truchement des bandes réactionnaires maronites locales, que le pouvoir sioniste armait et encourageait à continuer le combat contre les forces communes libano-palestiniennes. En un sens, l'intervention militaire israélienne est bien plus le résultat de l'impasse à laquelle sont parvenues les négociations israélo-égyptiennes que de la volonté de «venger le sang juif» comme l'a dit Begin. L'initiative de paix de Sadate avait elle-même été motivée en partie par sa volonté de prévenir cette intervention qui semblait imminente. C'est la politique cyniquement expansionniste de Begin et la conception sioniste de la sécurité des frontières d'Israël qui ont déterminé l'occupation du Sud-Liban par l'armée israélienne.

Quant à l'opération du commando du Fatah sur la route Haïfa-Tel Aviv, il faut noter qu'elle a dévié de ses objectifs pour des raisons indépendantes de la volonté des membres du commando, qu'elle visait en tout cas à une prise d'otages en vue d'obtenir la libération des combattants emprisonnés dans les geôles sionistes, et qu'elle ne s'est transformée en hécatombe qu'en raison de l'intervention des sionistes, y compris celle d'un des otages qui ne s'est pas privé de décrire la façon dont il a tiré sur les membres du commando présents dans l'autobus, et provoqué l'explosion de celui-ci. En tout état de cause, il ne nous appartient pas de porter des jugements d'ordre moral ou pseudo-politiques sur cette opération, qui s'insère dans une ligne de lutte armée antisioniste, longtemps abandonnée par le Fatah. Quelle que soit la violence des opérations de la résistance en Israël, elle reste une pâle réaction aux atrocités commises par les Sionistes au cours de leur histoire et à leur tentative d'annihilation physique et politique du peuple palestinien.

---

**Q :** L'intervention israélienne a-t-elle rempli ses objectifs ? Crois-tu qu'elle se transformera en occupation permanente ?

---

**R :** Il faudrait d'abord définir les objectifs de l'intervention israélienne. Il s'agissait, bien entendu, pour l'armée sioniste, de porter un grand coup à la résistance palestinienne et à ses alliés libanais. Mais il est tout aussi évident que l'état-major sioniste ne se faisait pas d'illusions quant à la possibilité d'annihiler la résistance palestinienne par ce type d'intervention. Il semble donc que l'objectif premier de l'agression était l'occupation permanente, sous une forme ou sous une autre, d'une « ceinture de sécurité » de 10 km de large à la frontière libano-israélienne.

L'armée sioniste comptait y maintenir des postes militaires qui auraient eu pour tâche, avec la collaboration des réactionnaires chrétiens, d'empêcher toute activité antisioniste à partir du Sud-Liban. Or l'attitude américaine, soucieuse d'éviter toute complication du con-

tentieux israélo-arabe, et d'éviter surtout que la situation au Sud-Liban fasse éclater le semblant d'Etat reconstruit à grand peine dans le reste du Liban, l'attitude américaine, donc, a pris de court le pouvoir sioniste. L'empressement qu'ont mis les USA à faire adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU une résolution prévoyant le retrait des troupes israéliennes et leur remplacement par des forces intermédiaires de l'ONU, a poussé les dirigeants sionistes - devant l'éventualité d'un retrait de leur armée du Sud-Liban sous la pression américaine et internationale - à élargir la zone occupée par leurs troupes jusqu'au fleuve du Litani, de façon à permettre la présence des troupes de l'ONU dans l'ensemble de cette région.

Les dirigeants sionistes, tout en déclarant leur intention de se retirer du Sud-Liban, l'assortissent de conditions rendant l'ONU responsable de toute présence des Fedayines au Sud-Litani. Ils déclarent qu'ils se retireront avec l'intention de retourner au cas où les forces de l'ONU n'arriveraient pas à empêcher les Fedayines de s'établir au sud du fleuve. La façon dont s'est opéré jusqu'ici le déploiement des troupes de l'ONU ne peut en aucun cas satisfaire les conditions israéliennes. La tactique des dirigeants sionistes semble donc être de prolonger leur occupation jusqu'à obtenir un contrôle efficace des voies de passage au sud du Litani par les forces de l'ONU, et en tous les cas ne se retirer que par étapes en posant des conditions à toute nouvelle étape, tout en renforçant les réactionnaires libanais à leur solde et en imposant la reconnaissance de ceux-ci par l'ONU. En fait, à moins d'une forte pression américaine et internationale, l'invasion israélienne risque fort de se transformer en occupation permanente, totale ou partielle, au sud du Litani.

---

**Q :** Quelle analyse faites-vous du rôle de l'ONU et de l'intervention de ses troupes ?

---

**R :** Le problème est plus compliqué qu'il ne le paraît à première vue. Ce qui le rend compliqué, c'est l'aspect double de l'intervention de l'ONU. Celle-ci intervient en même temps

contre l'occupation israélienne et contre la présence armée palestinienne. Or nous sommes tout autant pour la première que contre la seconde. C'est ce qui détermine notre attitude à l'égard des forces de l'ONU. Dans la mesure où ses troupes peuvent forcer l'armée sioniste à se retirer du Sud-Liban et protéger la frontière libanaise contre les interventions de celle-ci, nous ne pouvons pas nous opposer à elles, toute autre attitude signifiant la perpétuation de l'occupation.

Par contre, et dans la mesure où ces troupes essaieraient de s'opposer à l'action de la résistance palestinienne et de la gauche libanaise, elles seront traitées comme quiconque se chargerait d'une telle tâche, fût-il Français, Norvégien, Iranien, Sénégalais, Syrien ou Libanais. Or, jusqu'ici, les troupes de l'ONU n'ont obtenu aucun retrait israélien et se sont déployées entre les deux camps. En outre, les troupes françaises ont essayé de s'emparer, dans la région de Tyr, de points-clés très importants pour les forces communes libano-palestiniennes et non occupés par l'armée israélienne (port de Tyr, pont de Kasmieh sur le Litani). Elles se sont heurtées au refus des forces communes, mais envisagent toujours de le faire. Sur ce dernier point, aucune concession n'est possible.

Ce qui dicte la souplesse de notre attitude vis-à-vis des troupes de l'ONU, c'est le fait que le seul autre choix paraît être aujourd'hui le maintien de l'occupation israélienne et de la situation qu'elle crée pour des dizaines de milliers de réfugiés. Les forces anti-impérialistes ne doivent en aucun cas apparaître comme la cause du maintien de l'occupation (quand à la libération du Sud-Liban par une guerre populaire, elle ne saurait être une alternative à court terme). Elles doivent rejeter la balle dans le camp sioniste.

---

**Q :** Peux-tu nous décrire les réactions arabes et libanaises à l'invasion ?

---

**R :** La réaction des régimes arabes n'est pas sortie de la norme : solidarité verbale et messages de soutien.

Le cas le plus flagrant est celui du régime syrien, dont les troupes au Liban se sont contentées d'assister passivement à l'occupation du Sud-Liban. Mais ceci n'est pas pour nous étonner.

Quant au semblant d'Etat libanais, il est apparu plus impuissant que jamais au cours de ces derniers jours, incapable de prendre une attitude tant soit peu claire, du fait de la diversité des pressions dont il fait l'objet.

Les réactionnaires chrétiens libanais ont, pour leur part, manifesté leur mécontentement à l'égard de la résolution de l'ONU. Ils craignent en effet que le déploiement des «casques bleus» au Sud-Liban ne leur permette plus de recourir au chantage à l'intervention israélienne et les laisse affronter seuls les forces communes libano-palestiniennes et une Syrie avec laquelle leurs relations sont dans une mauvaise passe. C'est pourquoi ils menacent de proclamer le remplacement des troupes syriennes par des troupes de l'ONU, sur l'ensemble du territoire libanais, au cas où la Syrie ne romprait pas son alliance actuelle avec la résistance palestinienne.

La résistance des forces communes libano-palestiniennes à l'invasion israélienne a été réellement héroïque. Il n'est qu'à comparer la difficulté rencontrée par l'invasion avec la façon dont s'est opérée l'occupation des territoires arabes en juin 1967, en dépit du fait que pour la première fois, dans une guerre israélo-arabe, le rapport des forces numérique soit nettement en faveur des sionistes, sans parler du rapport de forces matérielles. La preuve a été faite une fois de plus que la guerre populaire est la meilleure parade contre la technologie impérialiste. Ceci dit, le Mouvement national libanais (cartel de la gauche libanaise), n'a entrepris aucune mobilisa-

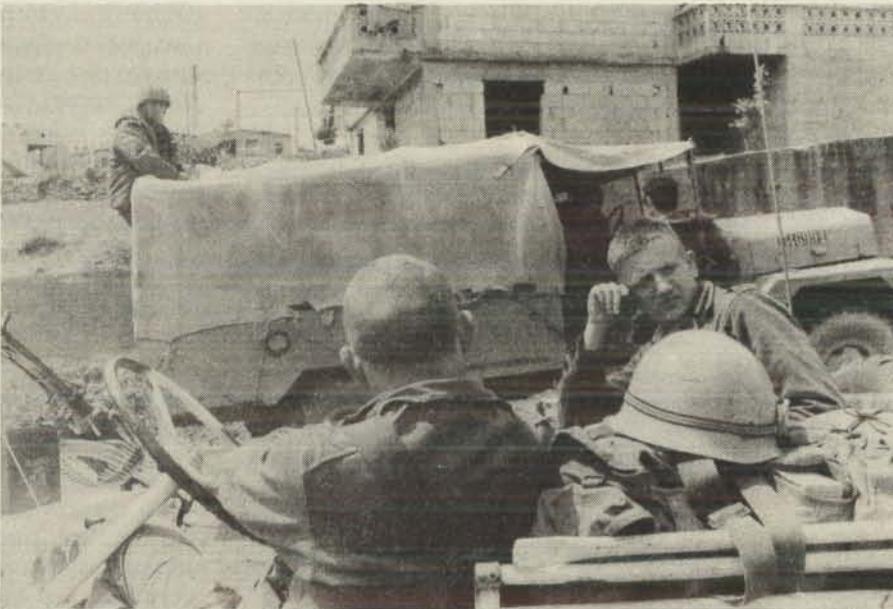
tion réelle des masses libanaises sur l'ensemble du territoire libanais. Il s'est contenté d'appeler à la mobilisation sans la pratiquer.

Ceci est dû à la veulerie politique des réformistes qui composent ce mouvement et qui craignent de couper les amarres entre eux et le pouvoir officiel libanais. Ces réformistes craignent la perspective d'une guerre populaire prolongée qui embraserait l'ensemble de la région et forcerait à aller au-delà du cadre bourgeois de la société libanaise. Evidemment, si l'occupation israélienne se prolonge, les réformistes, de même que tous les anti-impérialistes n'auront d'autre choix que de déclencher le combat pour la libération du Sud.

Au début de l'invasion, un communiqué commun signé par le GCR, le FLP et un autre groupe libanais d'extrême-gauche, appelant à la mobilisation contre l'invasion israélienne, pour le retrait inconditionnel des troupes sionistes, a été diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires.

Le GCR s'est d'ailleurs engagé à Beyrouth dans des activités d'encadrement et d'aide aux réfugiés du Sud-Liban.

Les principaux mots d'ordre du GCR, relatifs à la situation actuelle sont les suivants :



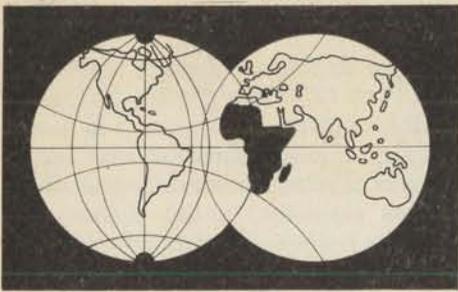
«casques bleus» français du 3e RPIMA à Abbassiah, à 5 km de Tyr.

Q : Quelle a été l'intervention du GCR et quels sont les thèmes de cette intervention ?

R : Le GCR ne pouvait assister en spectateur à l'invasion du Sud-Liban par les troupes sionistes.

Des groupes de combattants de notre organisation ont participé à l'effort militaire au Sud-Liban, en collaboration avec le Front palestinien de libération, aile gauche dissidente du Front populaire commandement-général de Jibril, et composante du Front du refus palestinien.

- Retrait total, immédiat et inconditionnel, des troupes sionistes du Sud-Liban.
- Mobilisation générale libano-palestinienne pour imposer ce retrait.
- Liberté totale pour la lutte anti-sioniste libano-palestinienne.
- Non à toute intervention de l'ONU contre la lutte anti-sioniste libano-palestinienne.
- Non au désarmement des masses du Liban.



## Afrique

# Pour qui combattent les soldats cubains ?

*Castro fait une analyse erronée de la formation sociale africaine. Il omet toute caractérisation sociale des régimes qu'il soutient, fait silence sur la question du nationalisme petit-bourgeois et le maintien des lois du marché.*

Claude GABRIEL

● Il n'est plus possible de lire un article sur l'Afrique noire dans la presse internationale sans y trouver un couplet sur «l'expansionisme soviéto-cubain». La bourgeoisie impérialiste semble avoir trouvé la pierre philosophale pour expliquer sa politique africaine : il s'agirait de défendre les peuples africains contre l'agressivité du «bloc communiste». Le slogan de Giscard d'Estaing n'est-il pas «l'Afrique aux Africains» ! Les pays occidentaux se chargent ainsi d'une nouvelle mission, celle de protéger le continent africain d'un funeste et diabolique projet de déstabilisation.

Après les trois années durant lesquelles il ne fut question que de «nouvel ordre économique international» et de «dialogue nord-sud», après que, bon an mal an, directions impérialistes et directions néo-coloniales se soient accordées sur quelques réformes du système de domination, la «nouvelle grande idée» que l'on lance à la manière d'un produit publicitaire est le pacte de solidarité euro-africain. «Je souhaite qu'un jour», déclarait Giscard d'Estaing en Côte d'Ivoire, «cette complémentarité entre l'Europe et l'Afrique se manifeste avec éclat dans un pacte de solidarité couronnant l'œuvre de décolonisation et ouvrant l'ère de la solidarité». Pour lui faire écho, le président ivoirien, Houphouët Boigny se réjouissait «en tant qu'Africain et en tant

qu'homme libre» que la France ait décidé de s'opposer aux «heurts des idéologies par peuples asiatiques et africains interposés.

En conséquence, les pays impérialistes les plus agressifs comme la France se présentent maintenant comme les meilleurs défenseurs de la paix. Plus nationalistes que les nationalistes africains eux-mêmes, les voilà qui se multiplient en déclarations tonitruantes sur les spécificités africaines qu'il faut protéger contre les ingérences extérieures, qu'elles soient «militaires ou idéologiques». Ce fantastique bluff n'a évidemment guère de crédibilité parmi les masses africaines qui ont pu constater depuis vingt ans combien ces beaux principes n'étaient que fadaïses. L'intervention des parachutistes belges en 1960 au Congo, celle des troupes françaises au Gabon en 1964, en 1968 au Sénégal, en 1970 au Tchad, en 1976 au Zaïre, en 1977 au Sahara, au Tchad et à Djibouti, la multiplication des garnisons et des délégations militaires, rendent compte des intentions occidentales dans ce continent.

Quant à la politique soviétique, elle n'a jamais brillé par sa clarté. Diplomatie secrète, manœuvres et aide au compte-gouttes pour les mouvements de libération, n'ont guère favorisé, depuis les indépendances, le crédit de la direction soviétique parmi les rangs de la nouvelle génération politique. La

Chine pouvait ainsi se targuer d'être aux avant-postes de la solidarité par quelques communiqués et quelques aides matérielles. La crise généralisée des Etats néo-coloniaux, la remontée des luttes et la radicalisation de la jeunesse africaine ont depuis lors rendu plus complexes les manœuvres des directions bureaucratiques de Moscou et de Pékin.

### CUBA DANS LA GUERRE CIVILE ANGOLAISE

La direction castriste bénéficiait d'un certain prestige dans cette partie de l'Afrique centrale depuis les maquis de Mulele au Congo ex-belge et depuis l'insurrection de 1963 au Congo-Brazzaville, durant lesquelles apparaissaient des organisations de jeunes faisant explicitement référence au Che. Pour autant, tout cela restait au rang d'une influence superficielle parmi les fractions nationalistes.

Durant la lutte de libération en Angola, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) s'adressa à La Havane pour des aides secondaires au plan militaire et pour la formation de médecins, l'essentiel de l'aide venant d'URSS. Lorsque la guerre civile éclata et que se mit en place la coalition FNLA-UNITA-Zaïre-Afrique du Sud, le MPLA se trouva incapable de faire face aux offensives militaires de ses adversaires. Ses troupes,

les FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola), mal équipées, mal organisées et les régiments formés à la hâte à partir des milices de Luanda n'étaient pas capables de tenir dans une guerre de positions.

Contrairement à ce que raconte a posteriori la presse occidentale, c'est après l'entrée en Angola des troupes sud-africaines que l'URSS décida d'accroître son aide militaire au MPLA. Des armes lourdes furent livrées en grande quantité pour la défense de Luanda. Mais cela ne pouvait suffire, tant la désorganisation politique du camp du MPLA était grande. Les conflits entre les comités de quartier, les groupes d'extrême-gauche et la direction d'Agostinho Neto rendaient inefficaces les appels à la cohésion et à la discipline. C'est alors que le premier corps expéditionnaire cubain arriva en Angola. Il prit en charge, dans un premier temps, la préparation des troupes et leur entraînement. Mais très rapidement ses rangs grossirent et les milliers de soldats cubains se partagèrent peu à peu les différentes tâches. D'une part, le front militaire, où ils assumaient un rôle décisif, d'autre part, la réorganisation des arrières. La politique cubaine en Angola pouvait faire illusion tant que le premier aspect semblait être l'essentiel de son intervention. Face à la coalition réactionnaire, les masses de Luanda, Benguela et Malange qui s'étaient mobilisées de façon particulièrement radicale, étaient en position de faiblesse; et la direction nationale à qui elles faisaient confiance avait largement contribué à cette impréparation. L'opportunisme de la direction castriste consistait alors à ne pas émettre la moindre critique envers cette direction du MPLA et même d'en faire une apologie telle, que les masses s'en trouvaient encore plus suivistes. Evidemment, il était hors de question pour les Cubains d'aider à la formation d'une authentique direction communiste de rechange. Tout au plus entretenaient-ils des rapports complexes avec différentes fractions de l'appareil

du MPLA, pour s'en remettre, en définitive, à la fraction dominante, celle de Neto et Lucio Lara (1).

Dès août 1975, quand la direction du MPLA enclencha une répression contre l'extrême-gauche, il ne fit plus aucun doute que l'état major cubain soutenait cette politique. Fin 75-début 76, lorsque l'ennemi commença à reculer et qu'il s'agit de reconstruire l'économie angolaise, les Cubains prirent une part décisive dans l'encadrement des entreprises et des ministères. Là, au nom de l'efficacité et du slogan «produire et résister», ils n'ont pas craint de se faire les meilleurs agents de la surveillance du personnel et de la «reconstruction nationale». La direction castriste ne cacha plus alors son désir de construire, aux côtés du MPLA, un Etat fort. L'institutionnalisation des comités de quartiers a entériné la nature bourgeoise de cet Etat. L'économie angolaise, malgré la nationalisation des investissements portugais, reste dominée par ses ressources pétrolières et diamantifères sous contrôle des impérialistes américains et européens et des capitalistes sud-africains. C'est donc un Etat bourgeois et une économie néo-coloniale que les Cubains ont aidé à stabiliser.

Lorsqu'en mai 77 une fraction de la bureaucratie dirigée par Nito Alves, tenta un coup de force aventuriste contre la direction netiste du MPLA, ce sont les troupes cubaines qui aidèrent au rétablissement de l'ordre.

Aujourd'hui, l'Angola a quitté, pour un temps, la «une» des journaux. Mais tout laisse à penser qu'il y reviendra dans des conditions délicates pour la politique cubaine. Sans les milliers de Cubains, sans les techniciens soviétiques et est-Allemands, l'Etat angolais n'est pas grand-chose. L'UNITA maintient, avec l'aide de l'Afrique du Sud, une forte pression militaire au sud et au centre du pays.

Sa campagne «contre l'invasion étrangère» connaît un certain succès. Face à cela, et contre toutes les

oppositions, la direction angolaise, aidée et inspirée par les Soviétiques, les Cubains et les Allemands de l'Est, crée un Etat policier digne des méthodes stalinienne classiques. Bagnes, police politique, et omnipotence de la bureaucratie d'Etat, forgent peu à peu au sein des masses un fort sentiment anticommuniste. Ce n'est pas le moindre des paradoxes pour qui se souvient du niveau de conscience radical des travailleurs des villes angolaises durant la guerre civile de 1975.



## DE L'ANGOLA A L'ETHIOPIE

La présence cubaine en Angola défraya, bien évidemment, la chronique de la presse pro-impérialiste. Il s'agissait pour les défenseurs de la «pax americana» de dénoncer ce nouveau «coup de Prague»! Les Cubains étaient partout, le continent entier basculait dans le camp communiste: voilà quelle était l'image d'Epinal que décrivaient chaque jour ceux qui se taisaient depuis tant d'années sur le pillage impérialiste de ce continent. La grande frousse se porta alors sur le Zimbabwe, où la lutte armée se développait centralement contre le régime raciste de Ian Smith. La diplomatie occidentale tempêta et menaçait d'intervenir si jamais les troupes cubaines d'Angola devaient se porter sur le front rhodésien. Il n'en fut rien et La Havane a démenti à plusieurs reprises tout projet de sa part dans ce pays.

1) La Quatrième Internationale, pour sa part, a apporté un soutien au camp du MPLA contre l'intervention de l'impérialisme, sans jamais renoncer à une critique permanente de la direction petite-bourgeoise de ce mouvement et de son programme. Elle appela à la formation du parti révolutionnaire et se solidarisa avec les militants de l'extrême-gauche réprimés.

C'est, en fait, vers la corne de l'Afrique, en Éthiopie, que la direction castriste va porter son attention. Depuis la chute de l'empereur Haïlé Sélassié se développe dans ce pays une succession de crises politiques et d'affrontements sociaux. Paysans et masses urbaines se sont mobilisés contre tout ce qui subsiste de l'ancien système et amorcent par endroit des luttes plus radicales en imposant leurs propres formes d'organisation. L'extrême-gauche maoïste se construit rapidement mais se divise en plusieurs organisations dont les deux composantes principales, le Me'ison et le PRPE, finissent par s'affronter violemment. Les anciens féodaux, les couches les plus à droite de l'appareil d'État, rejoignent les rangs de l'UDE (2). La junte militaire au pouvoir, le Derg, se divise en diverses fractions et connaît successivement des révolutions de palais et des règlements de comptes. L'empire de Menelik subit un processus d'éclatement. Les nationalités opprimées se révoltent contre le pouvoir central. Les fronts de libération érythréens progressent peu à peu vers la capitale régionale d'Asmara.

Fin 1976, on annonce l'arrivée des premiers Cubains en Éthiopie. Le contingent se renforce rapidement dès que, dans l'Ogaden, les troupes somaliennes remportent des victoires rapides et avancent vers le chemin de fer qui relie Addis-Abeba au port de Djibouti. Un véritable pont aérien soviétique fournit alors au Derg un armement lourd que les conseillers cubains et soviétiques mettent en œuvre avant de lancer la récente contre-offensive victorieuse du mois de mars 1978.

En quelques mois, nous avons assisté à un retournement spectaculaire d'alliance dans cette région. Au départ, la Somalie constituait une tête de pont des Soviétiques. Siad Barré, son dirigeant, était considéré comme le type même du militaire « progressiste ». La « Révolution somalienne » était fêtée régulièrement dans la presse stalinienne. En Éthiopie, au sein du Derg, s'affrontaient des fractions dont les propositions d'alliances internationales étaient les plus diverses.

Face aux poussées permanentes du mouvement de masse, et confrontés au délabrement de l'appareil d'État et de l'économie, les militaires éthiopiens se divisèrent sur les solutions à adopter. Mais la nature petite-bourgeoise de cette direction limita grandement ses moyens politiques et économiques. A l'encontre des tendances qui estimèrent nécessaire de briser net le mouvement de masse et de s'appuyer résolument sur l'impérialisme, la tendance « radicale » du Derg, dirigée par Mengistu, s'imposa peu à peu au terme d'une hécatombe dans les rangs de la junte. La politique de Mengistu consista à intégrer petit à petit les formes d'organisations du mouvement de masse au sein de l'appareil d'État, en les dénaturant. Ainsi, il se donna à bon compte une légitimité par rapport aux masses, renforça

pour la construction d'un État bureaucratique, pour la mise en place d'une économie partagée entre l'ouverture envers les capitaux étrangers et la nationalisation d'un certain nombre de secteurs et enfin pour la caporalisation des masses.

Il ne fait pas de doute que pour empêcher la révolution éthiopienne d'aller plus loin, la solution Mengistu était la meilleure. Le mouvement de masse a d'ores et déjà reculé. Le Me'ison, qui apportait un « soutien critique », a dû passer dans l'opposition.

La victoire récente remportée sur les Somaliens va sans doute permettre aux Soviétiques et aux Cubains de se tourner vers des tâches de reconstruction « pacifique » de l'appareil d'État. Mais à la différence du



Cubains et soldats du MPLA en 1976

son pouvoir sur le dos de la gauche, en s'érigeant en Bonaparte. Il céda sur un certain nombre de revendications, se répandit en verbiage populiste, clama son attachement au socialisme. Il effectua enfin un rapprochement spectaculaire avec Moscou dans l'espoir d'y trouver une aide économique et militaire.

A terme, Mengistu espère reconstruire l'appareil d'État et ainsi pouvoir désarmer les milices, « normaliser » les syndicats et rebâtir l'économie. Tout cela, seule une alliance avec la bureaucratie soviétique le permet. Mieux encore : l'idéologie empruntée au stalinisme fournit à des aventuriers politiques en uniforme un minimum de cohérence

cas angolais, les Cubains se trouvent ici dans une position plus délicate. D'une part, la gauche éthiopienne est bien plus forte que ne l'étaient les militants oppositionnels angolais. Sans attendre un changement de rapport de forces, il est du moins prévisible que les résistances seront beaucoup plus fortes. D'autre part, les Cubains n'ont plus l'argument de la lutte de libération nationale et de l'intervention contre un cartel pro-impérialiste comme l'était l'alliance FNLA-UNITA. Ils sont intervenus aux côtés d'une direction militaire au pouvoir, en lutte contre la Somalie. En ce sens, l'intervention cubaine contre le peuple érythréen et contre les comités populaires éthiopiens apparaît sans mys-

2) UDE : Union démocratique éthiopienne, groupe armé de droite.

tère. Consciente de cela, la direction castriste propose sa solution aux questions nationales. Elle se fait l'avocat d'une «fédération socialiste» des États de la Corne dans la mesure où elle avait précédemment soutenu les Érythréens et le régime somalien. Cette proposition n'a aucune chance de se réaliser. Mais elle permet une fois encore d'y reconnaître de vieilles théories centralisatrices qui contournent les tâches démocratiques que réclament les populations opprimées. En quelque sorte, les Cubains s'en remettent aux régimes réactionnaires de la région pour satisfaire les demandes des populations de l'Érythrée et le droit à l'autodétermination des habitants de l'Ogaden. La lutte pour la satisfaction de ces revendications étant partie prenante de la lutte pour la révolution socialiste dans la région, La Havane et Moscou la dénoncent comme une «théorie pro-impérialiste» visant à la balkanisation de l'Afrique, suivant en cela les thèses mêmes de la charte de l'OUA.

#### CASTRO THEORISE SON REVISIONNISME

Dans la crise angolaise, les Cubains avaient, dans un premier temps, laissé croire à une indépendance vis-à-vis de la politique soviétique. Alors que Moscou, à l'unisson de l'ensemble des États africains se montrait sensible aux palabres de l'OUA, l'un des staliniens les plus en vue au sein de la direction cubaine, Carlos Rafael Rodriguez, avait clairement expliqué que seuls les rapports de Cuba avec la direction du MPLA décideraient de son maintien ou de son retrait d'Angola. Mais, au-delà de ces déclarations, il s'avéra bien vite que l'intervention cubaine ne pouvait avoir lieu que grâce aux livraisons d'armes et à l'aide économique de l'Union soviétique. La division des tâches entre Cubains et Soviétiques (ou Allemands de l'Est) ne recouvre pas une politique différente. Elle se fait en fonction notamment, du contact avec les masses, les Cubains étant, en quelque sorte plus «militants» que les Soviétiques dont les comportements sont traditionnellement hais par les populations.

En mars 1977, alors que Podgorny encore chef de l'État soviétique, effectuait une tournée en Afrique australe, Fidel Castro se rendait dans plusieurs capitales africaines, dont celles d'Angola, de Somalie (!), d'Éthiopie. La concordance de ces deux voyages symbolisait la collaboration à grande échelle qui s'était instituée en ce domaine entre La Havane et le Kremlin. Quelques mois plus tard, le conflit de l'Ogaden confirmait que l'opération cubaine en Angola n'était pas un feu de paille. Par leurs visites à Addis-Abeba, les plus hautes personnalités cubaines entendaient bien exprimer l'importance de leur engagement dans cette région du monde.

Dans une entrevue accordée au journal *Afrique-Asie*, publiée dans le numéro 135 du 16 mai 1977, Castro précise ses vues sur la situation en Afrique et sur la politique cubaine dans cette région. Ce document, très important pour analyser la politique castriste, confirme à la fois l'opportunisme et «l'astuce» du Premier ministre cubain en matière de caractérisation politique de tel ou tel régime. Maîtrisant parfaitement son vocabulaire, il défend son soutien à des régimes bourgeois au nom de classifications parfaitement idéalistes et subjectives. Il entend ainsi justifier le présent mais aussi prévenir les évolutions à venir de la part des États considérés :

*«Nous resterons en Angola aussi longtemps qu'il faut, en accord avec le gouvernement souverain de cette nation sœur, pour contribuer à la défense de ce pays et à la consolidation de son indépendance contre toute menace d'agression d'où qu'elle vienne.»*

*«L'Afrique est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme. C'est là qu'existent des perspectives excellentes pour pouvoir passer presque du tribalisme au socialisme, sans avoir à traverser les diverses étapes qu'ont dû parcourir quelques autres régions du monde. Si nous sommes des militants révolutionnaires, nous avons le devoir d'appuyer la lutte anti-impérialiste, antiraciste et antinéocolonialiste. L'Afrique revêt aujourd'hui une importance extrême. La domination impérialiste n'y est pas aussi forte*

*qu'en Amérique latine. Donc, les possibilités d'une évolution fondamentale sur le continent africain sont réelles.»*

*«Si la lutte reste très dure en Amérique latine car la bourgeoisie y domine l'économie, les universités, la presse et tous les secteurs de la vie nationale, ce phénomène n'existe pas réellement en Afrique où il n'y a pas de bourgeoisie proprement dite.»*

*«Le processus dans lequel s'est engagé le FRELIMO est un processus véritablement révolutionnaire. Le FRELIMO est certainement une organisation très révolutionnaire, très sérieuse, qui travaille avec détermination pour l'instauration d'un véritable socialisme.»*

*«Au début, je n'avais pas envisagé d'aller en Éthiopie. Mais les événements survenus le 3 février dernier et l'éclatement des contradictions entre la droite et la gauche éthiopiennes, avec Mengistu Mariam à la tête de la révolution, nous avaient amené à envoyer une délégation pour entrer en contact avec ce pays.»*

*«Je crois qu'il y a dans la révolution éthiopienne des caractéristiques à la fois de la révolution française et de la révolution bolchévique...»*

*«Les événements du 3 février dernier ont été décisifs. C'est à partir de ce moment que la gauche et les dirigeants authentiques de la révolution ont pris les rênes du pouvoir et c'est à partir de ce moment-là que le processus s'est acheminé vers une ligne authentiquement révolutionnaire.»*

*«Je peux dire que je connais bien Mengistu. C'est un homme serein, intelligent, audacieux et courageux et je considère qu'il possède d'exceptionnelles qualités de dirigeant révolutionnaire.»*

*«Laisse-moi te répéter, une fois de plus, que je considère Mengistu comme un vrai révolutionnaire et que la révolution qui se déroule à l'heure actuelle dans ce pays est une vraie révolution.» (3).*

Castro fait donc une analyse erronée de la formation sociale africaine («pas de bourgeoisie proprement dite»). Il omet toute caractérisation sociale des régimes qu'il soutient, fait silence sur la question

3) Nous soulignons.

du nationalisme petit-bourgeois et le maintien des lois du marché. Il caractérise les dirigeants en question comme de « vrais » révolutionnaires et annonce des « processus » amenant de « véritables » révolutions. En ce qui concerne l'Éthiopie, non seulement il reprend les arguments officiels du Derg pour placer toute l'opposition dans le camp de la réaction, mais selon lui, c'est la victoire d'une aile « gauche » de l'armée sur une aile « droite » qui permet de placer le pays « sur des voies révolutionnaires ».

## CUBA ET LA COEXISTENCE PACIFIQUE

En 1977, alors que les troupes du Front national de libération du Congo attaquaient le Shaba, la grande presse internationale, à la suite de Mobutu, dénonça la présence des Cubains et des Soviétiques. C'était, à première vue, ne pas comprendre les difficultés que rencontraient La Havane et Moscou dans leur projet de reconstruire l'économie de l'État angolais. Destabiliser le régime zairois aurait créé un tel chaos dans la région que la politique soviéto-cubaine en Angola aurait été impraticable. Mais plus intéressante furent, à cette époque, les déclarations d'Andrew Young, l'ambassadeur américain à l'ONU qui déclara sans ambage : « *Nous ne faisons pas de la paranoïa au sujet du communisme et de la présence cubaine en Afrique.* »

Le 15 avril 1977, Carter lui-même affirmait : « *Il est vrai que l'arrivée des troupes cubaines, force militaire disciplinée, a aidé au rétablissement de l'ordre et manifestement stabilisé la situation* » en Angola !

Les choses sont donc plus politiques que ne le laissent entrevoir les grandes trouilles anticubaines de la presse pro-impérialiste. Faut-il la révolution socialiste ou un régime bonapartiste populiste soutenu par les Soviétiques et les Cubains ? C'est une question élémentaire pour un dirigeant bourgeois.

En février 1978, Carlos Rafael Rodriguez faisait d'ailleurs écho à ces déclarations. Il déclarait au journal *Le Monde* que « *Cuba n'aide pas la subversion, mais participe, au contraire, comme l'a admis l'ambassadeur américain aux Nations-Unies, à une entreprise de stabilisation, de lutte contre la subversion* » !

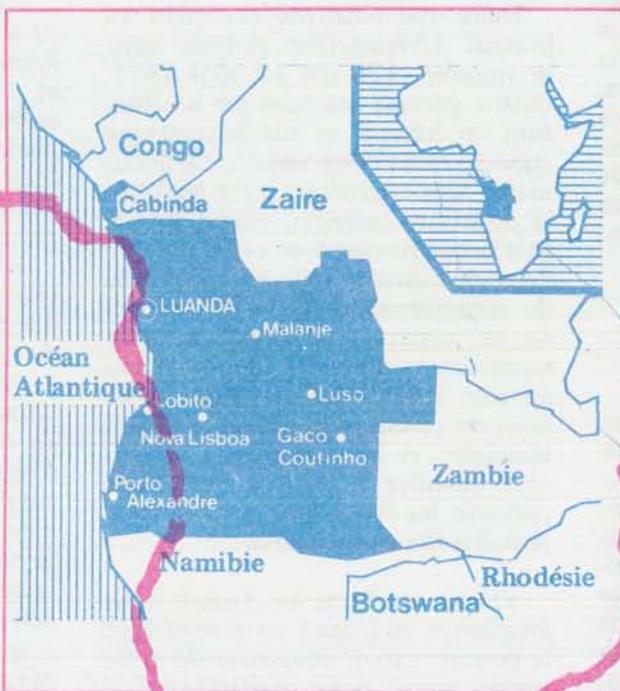
Bien évidemment, la politique de coexistence pacifique ne signifie pas que chacun des deux camps considère comme immuables les rapports de forces entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. Le statu quo mondial ne veut pas dire que la carte diplomatique est fixée une fois pour toutes. Au contraire, l'impérialisme et la bureaucratie stali-

le politique, ils doivent être à la remorque de directions petites-bourgeoises ou bourgeoises auxquelles l'aide soviétique est conjoncturellement nécessaire. Une fois passé le temps des vaches maigres pour ces directions indigènes, l'alliance avec l'impérialisme leur apparaît comme la meilleure garantie et la plus sécurisante vis-à-vis du mouvement de masse. Les Soviétiques sont donc contraints de revoir en permanence leur système d'alliances dans un continent comme l'Afrique. Cette versatilité n'est pas, comme feint de le croire la presse occidentale, le fruit d'un cynisme calculateur et des manœuvres retorses des Soviétiques. Ceux-ci subissent en fait les contradictions de leur attachement à la « coexistence pacifique ».

A ce jeu sordide, les Chinois ont montré leur capacité de concurrencer les Soviétiques. Entre Pékin et Moscou, c'est à celui qui rivalisera d'opportunisme. Les Soviétiques ont su avantageusement, ces dernières années se trouver du côté du progressisme, à l'encontre des Chinois, qui se sont, comme en Angola, trouvés côte-à-côte avec les instructeurs de la CIA et les Sud-Africains. Pourtant, cela ne peut modifier le caractère identique de leur politique.

La direction cubaine, selon la vieille théorie « les amis de mes amis, sont mes amis », suit le mouvement et épouse les méandres de la politique soviétique.

Il n'est certes pas suffisant de caractériser une politique étrangère pour définir la nature politique d'une direction ouvrière. Mais force est de reconnaître que l'envoi en Afrique de plusieurs milliers de soldats et de civils n'est plus du seul domaine de la politique extérieure. Une telle ponction d'hommes ne peut que correspondre à une nécessité économique et politique interne. En conséquence, la politique cubaine en Afrique renvoie à un débat plus large sur la nature présente de la direction castriste et sur le degré de bureaucratisation de l'État cubain. La politique castriste fait d'ores et déjà partie des discussions



nienne se livrent une dure bataille d'influence et les Soviétiques peuvent parfaitement s'engouffrer dans des brèches que l'impérialisme est incapable de colmater. Mais en dernière analyse cette intervention ne vise évidemment pas à aider aux progrès de la révolution socialiste, mais au contraire à stabiliser la situation, à bloquer les processus anticapitalistes en cours. La rançon de cette politique est l'utilisation pendant un temps, par les Soviétiques, des prébendes économiques et diplomatiques qu'ils ont ainsi gagnées dans tel ou tel pays. Mais en définitive, les Soviétiques ne sont pas les maîtres du jeu. Pour mener une tel-

en cours avec l'impérialisme américain pour la levée du blocus économique. Nous sommes très loin de ce que devrait être une politique d'internationalisme prolétarien, même si celle-ci n'exclut pas, a priori, un soutien tactique à des directions nationalistes contre l'impérialisme.

C'est pourquoi les directions impérialistes oscillent entre l'hystérie anticubaine et des déclarations plus réalistes. Ce que les occidentaux craignent manifestement, ce n'est pas une intervention anticapitaliste des Cubains en Angola, en Ethiopie ou ailleurs. Ce qu'ils redoutent, c'est que, comme dans le cas angolais, la défaite de la réaction n'encourage le combat des masses africaines. Ils se souviennent que les défaites des Sud-Africains ont précédé les émeutes de Soweto.

La défaite du MPLA en Angola aurait abouti à liquider physiquement le mouvement de masse urbain et à contrarier tous les agencements diplomatiques des Soviétiques en Afrique centrale et en Australie. Elle aurait donné une immense victoire à l'impérialisme. La victoire du MPLA, avec l'aide des Cubains, a permis par contre à la direction de Neto d'intégrer les structures populaires et de rétablir l'autorité des nationalistes. La dynamique sociale avait donc été enrayée, mais il y avait, par ailleurs, renforcement de la diplomatie soviétique dans la région. Dans le cas éthiopien, il s'agit d'une aide à une junte militaire au pouvoir.

La fraction de Mengistu est menacée de toute part, y compris au sein du Derg. L'instabilité est tellement grande que l'impérialisme a hésité à aider directement la Somalie. En passant par l'Arabie Saoudite par exemple, les capitales occidentales se réservaient d'autres cartes : celle de la chute de Mengistu et l'arrivée au pouvoir à Addis-Abeba d'une équipe plus ouverte aux pressions américaines. Mais le Derg dans son ensemble, Mengistu compris, n'est pas opposé à un compromis avec Washington. Le Front populaire de libération de l'Erythrée

(FPLE) a publié à plusieurs reprises des communiqués de dénonciation de l'aide cubaine aux troupes éthiopiennes qu'il combat. Il s'agit d'un fait important puisque le FPLE avait traditionnellement de bons rapports avec La Havane. La réduction de l'aide américaine au Derg ne tient pas fondamentalement à la présence cubaine ou au «socialisme» de Mengistu. Elle tient au fait que Washington croit Mengistu incapable de s'opposer vraiment aux masses. Carter estime que les relations coupables entre Addis-Abeba et Moscou menacent les dominos di-



plomatiques américains dans la région. Les retrouvailles entre Siad Barré, les Somaliens et les dirigeants impérialistes prouvent, une fois encore, que le nombre d'experts soviétiques qui travaillaient auparavant à la «révolution somalienne» n'avait pas changé la nature de ce type de régime ni la nature capitaliste de son économie.

Cuba est intervenu en Ethiopie au moment même où Mengistu passait à l'action contre l'autonomie des masses éthiopiennes. Aider Mengistu, c'est, en dernière analyse, appuyer ce projet politique. Cela ne fait pas avancer d'un pouce la lutte de libération dans la Corne de l'Afrique. Cela permet au Derg de se donner facilement une image de marque «progressiste» et renforce l'influence des thèses maoïstes les plus aventuristes parmi la jeunesse. Cela pousse les troupes cubaines dans une dynami-

que dangereuse : ne pas laisser les troupes éthiopiennes subir la moindre défaite sur aucun front pour ne pas apparaître elles-mêmes comme battues.

Hier c'était face aux troupes somaliennes, demain cela pourrait être contre les Erythréens ou contre les militants de la gauche éthiopienne. En aucune manière une telle pratique ne peut être soutenue. Elle doit être dénoncée.

25 mars 1978

## Afrique

# Jimmy Carter, l'Afrique et Cuba

Ernest HARSCH

● Carter, jouant son rôle de chef politique de l'impérialisme américain, tente de faire naître un vent d'hystérie contre Cuba.

Utilisant comme prétexte le «danger» de l'intervention cubaine dans les affaires africaines, il a commencé ses accusations belliqueuses au début de novembre, en qualifiant la présence de soldats cubains de «menace contre la paix établie en Afrique».

### LA CAMPAGNE ANTICUBAINE

Ce tir de barrage initial de Carter fut suivi d'une déclaration du Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères) selon laquelle le rôle joué par les Cubains en Afrique pourrait empêcher «une normalisation possible des relations» entre Washington et La Havane. Dans le cadre des efforts faits par les Américains depuis 17 ans pour étrangler la révolution cubaine, c'était la menacer ouvertement d'un renforcement de l'embargo commercial américain et donner le feu vert aux complots de la CIA pour renverser le gouvernement cubain en assassinant Fidel Castro.

Un certain nombre de proches de Carter, au plus haut niveau, désignèrent également Cuba à la vindicte publique. Andrew Young, représentant de la Maison-Blanche aux Nations-Unies accusa le 4 décembre 1977 l'action cubaine en Afrique

d'être une sorte «de nouveau colonialisme» contribuant à «la destruction et au chaos en Afrique». Deux jours après, parlant aux Nations-Unies, il essaya de faire porter aux Cubains la responsabilité de la politique de répression de certains Etats africains.

Pour donner à ces accusations une apparence «factuelle», le conseiller national de Carter à la Sécurité, Zbigniew Brzezinski, fit connaître en novembre une étude détaillée visant à donner un tableau précis de la présence civile et militaire des Cubains dans 16 pays d'Afrique. Les chiffres les plus élevés concernaient l'Angola où le personnel militaire était évalué à 19 000 personnes et les conseillers civils à 4000.

Les éditeurs de l'influent *New York Times* participèrent à cet effort. Ils publièrent, entre autres, une carte basée sur le rapport du Conseil national de sécurité, à la «une» de leur édition du 7 novembre. L'opération anti-cubaine de la Maison-Blanche, mise sur pied au début de février 1978, se concentra surtout sur l'aide de La Havane au régime éthiopien.

Des «officiers des renseignements», anonymes, déclarèrent qu'il y avait des pilotes cubains en Ethiopie et qu'ils lançaient des raids de bombardement contre les forces érythréennes d'indépendance et contre des unités somaliennes dans la partie éthiopienne du désert de

l'Ogaden où des guérilleros somalis et des troupes somaliennes régulières combattent les Ethiopiens pour obtenir le contrôle de cette région. Les pilotes cubains dont ils dénonçaient la présence en Ethiopie, seraient si nombreux, qu'en fait il faudrait recourir à des pilotes soviétiques pour les remplacer dans la défense aérienne de Cuba elle-même !

Le 24 février, dans deux articles différents, Brzezinski et le représentant du Département d'Etat, Hodding Carter III, expliquèrent qu'il y avait environ 10 000 soldats cubains en Ethiopie. Brzezinski déclara que les Cubains étaient «engagés dans des actions de combat» et organisés en deux brigades d'infanterie et une brigade mécanisée. Il affirma également qu'un général soviétique était «au commandement direct» des troupes éthiopiennes dans la région de Harar, ville des plus importantes à la frontière de l'Ogaden.

Au début de mars, le secrétaire d'Etat Cyrus Vance, déclara que le nombre total des militaires cubains atteignait 35 à 37 000 pour l'ensemble de l'Afrique.

Le plus important quotidien capitaliste des Etats-Unis prit une part active dans cette campagne. Le *New York Times*, dans son éditorial du 5 février, accusa les Cubains «d'être des instruments au service des projets impérialistes des Soviétiques» et «la première force intercontinentale de mercenaires du monde».

Les éditeurs du *Wall Street Journal* suivirent le mouvement le 23 février en traitant les Cubains et les Soviétiques, de «troupes de choc», profitant de l'occasion pour réclamer un accroissement du budget militaire américain.

### LE CHANTAGE AMERICAIN

La tentative de l'administration Carter de faire naître l'hystérie à propos des activités cubaines en Afrique ne s'inscrit pas sur un nouveau terrain. C'est une simple reviviscence des craintes suscitées par l'administration républicaine

pendant la guerre civile de 1975-76 en Angola. A cette époque, le président Gerald Ford condamna Castro comme «*hors-la-loi international*» et qualifia son gouvernement de «*régime d'agression*». Le «crime» de Castro était d'avoir répondu à un appel à l'aide des Angolais pour écraser une invasion militaire montée par le gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Comme il l'a déjà fait depuis de nombreuses années, le gouvernement cubain a résisté aux pressions et à l'intimidation américaines en refusant de concéder une parcelle de ses droits à la souveraineté sur ses propres affaires intérieures et extérieures.

Défendant les droits souverains de son gouvernement, Castro déclara le 6 décembre : «*Si on veut lier une solution au problème des relations américano-cubaines au contexte africain, la restauration de ces relations ne progressera pas. Nous ne sommes prêts à aucune sorte de compromis sur cette question*».

Il fit également remarquer que le nombre estimé par l'administration US des militaires cubains en Afrique était exagéré et que dans certains des pays cités par Washington, comme la Libye ou l'Ouganda, il n'y avait aucune mission militaire cubaine.

Dans son reportage du 14 février, Marcel Niedergang, envoyé du *Monde* à La Havane, indiquait que les derniers chiffres publiés par les services de Carter sur le nombre d'unités cubaines combattant en Ethiopie était vraisemblablement exagéré. Selon certains officiers cubains, écrivait-il, l'aide cubaine au régime éthiopien ne comprenait pas «*l'envoi d'un grand nombre d'unités de combat en Ethiopie*».

Cependant, Ramon Sanchez-Parodi, la plus haute personnalité officielle cubaine à Washington admit, le 14 février, qu'il y avait quelques unités cubaines en Ethiopie. «*Nous n'agissons pas comme un corps expéditionnaire*», dit-il, «*mais comme conseillers, techniciens et soldats*».

Le 2 mars, le chef d'Etat éthiopien, le Lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam, dut concéder que

quelques Cubains servaient avec des troupes éthiopiennes dans la zone des combats : «*Les Cubains, qui sont bien connus pour répandre leur sang en tout temps et en tout lieu dans des combats justes et pour la sauvegarde des principes, sont aux côtés des forces de défense du peuple éthiopien sur le front des combats.*»

Parlant à La Havane le 24 décembre devant l'Assemblée nationale du pouvoir du peuple, Castro remarqua que Washington exagérait la présence cubaine en Afrique «*dans l'intention évidente d'exercer un chantage*».

Il continua en ces termes : «*Même si le gouvernement US s'embarquait dans une politique de chantage et de pressions contre nous, en maintenant son blocus, comme une arme ignoble et criminelle contre notre peuple; s'il croit que pour améliorer nos relations, notre peuple doit abandonner ses principes, alors, de même que dans le passé nous avons lutté contre cinq présidents des Etats-Unis, nous combattons maintenant contre le sixième.*»

## WASHINGTON ET L'AFRIQUE

Castro fustigea l'hypocrisie des accusations de Washington : «*De quel droit les USA parlent-ils des troupes cubaines en Afrique ? Quel droit a-t-il, ce pays dont les troupes sont sur tous les continents, qui a, par exemple, plus de 20 bases militaires aux Philippines, des douzaines de bases à Okinawa, au Japon, en Asie, en Turquie, en Grèce, en RFA, en Europe, en Espagne, en Italie et partout ailleurs ? Au nom de quelle morale les USA peuvent-ils utiliser l'argument de la présence de nos soldats en Afrique alors que leurs propres troupes stationnent de force sur le territoire panaméen, occupant une partie de ce pays ? Au nom de quoi les Etats-Unis peuvent-ils parler de nos troupes en Afrique alors que les leurs sont stationnées ici même, sur notre propre territoire national, à la base de Guantanamo ?*»

Castro aurait pu aussi facilement montrer la nature mensongère des protestations de Carter contre

«l'ingérence» en Afrique en citant les exploits de Washington lui-même dans cette contrée.

C'est l'impérialisme américain qui pendant de longues années a soutenu les efforts des colonialistes portugais pour conserver leurs «territoires d'outre-mer» en Angola, en Mozambique et en Guinée-Bissau. C'est Washington et ses alliés européens qui ont fourni une aide militaire et économique considérable au régime raciste de la minorité blanche d'Afrique du Sud. Pas plus tard qu'en octobre dernier, juste avant que ne s'élèvent les accusations contre Cuba, Carter mit, par Andrew Young interposé, son veto aux sanctions économiques proposées aux Nations Unies contre le régime d'apartheid.

C'est l'administration Carter qui a approuvé tacitement le pont aérien français transportant 1500 hommes de troupe marocains au Zaïre au début de 1977 pour aider à écraser un soulèvement dans la province de Shaba. Carter n'a pas non plus condamné l'existence de bases militaires françaises au Sénégal et à Djibouti, ni la présence de dizaines de «conseillers» militaires français dans d'autres pays d'Afrique ni les récents raids de bombardiers français contre les combattants de l'indépendance Sahraouis.

En Ethiopie même, Carter a passé sous silence la fourniture massive par Washington d'une aide militaire au gouvernement central d'Addis-Abeba pendant plus de 20 ans, sous le régime de Sélassié comme sous l'actuelle junte militaire «socialiste». De 1954 à 1977, cela fait environ 350 millions de dollars d'armes américaines et à certains moments, il y a eu jusqu'à 6000 «conseillers» US.

Même après la forte réduction de l'assistance américaine, au début de 1977, des policiers d'Allemagne de l'Ouest continuèrent à conseiller le régime éthiopien et des experts israéliens en contre-insurrection l'aiderent dans son effort de guerre contre les Erythréens, les Somalis et d'autres nationalités opprimées. Il a été dit que l'assistance israélienne était accordée, de fait, avec les encouragements américains.

Le fait est que pour un grand nombre de raisons, Washington favorise le maintien des frontières actuelles de l'Ethiopie, dans la mesure du possible. Mais au vu de l'instabilité de la junte éthiopienne et de son échec à contenir jusqu'ici l'agitation de masse dans le pays, Washington a choisi pour le moment de maintenir ses liens directs avec Addis-Abeba au niveau minimum.

Dans ce contexte, la condamnation sévère portée par Carter contre les activités cubaines peuvent être vues largement comme un effort pour justifier et couvrir l'intervention propre de Washington sur ce continent et comme un prétexte pour renforcer la pression contre Cuba.

Mais en même temps, ces clameurs trahissent une certaine inquiétude au sujet des interventions de Castro et une incertitude quant au moment et à l'endroit où les forces cubaines vont apparaître la prochaine fois.

Cela se reflète dans le ton des avertissements de la Maison-Blanche à La Havane qui a été beaucoup plus tranchant que pour ceux émis à l'intention de Moscou. Dans une dépêche en provenance de Nairobi, au Kenya, le correspondant du *New York Times*, Michael T. Kaufman reportait que beaucoup de diplomates occidentaux et africains pensent que l'engagement de Cuba en Ethiopie «*soulève des craintes peut-être hors de proportion avec le rôle militaire présent ou potentiel de Cuba*».

## CUBA EN AFRIQUE

Ce souci de l'impérialisme date pour une part des débuts mêmes de la révolution cubaine.

Dans le contexte des attaques directes de la CIA et du Pentagone contre le nouvel Etat ouvrier cubain, tel que l'embargo commercial et l'invasion avortée de la Baie des Cochons en 1961, la direction cubaine comprit que le plus sûr moyen de défendre la révolution était de

l'étendre en Amérique latine. A cette fin, Castro et Che Guevara soutinrent matériellement et politiquement les révolutionnaires dans les autres pays latino-américains en défiant ouvertement Washington.

Malheureusement, la méthode de lutte que Guevara et Castro poussèrent leurs compatriotes à suivre - la guerre de guérilla - était par nature totalement inefficace. Ils n'adoptèrent pas une stratégie léniniste de construction de partis révolutionnaires enracinés dans les masses et capables de les conduire au pouvoir. Le résultat de leurs efforts fut l'échec et Guevara lui-même fut tué en Bolivie en 1967 au cours d'une campagne de guérilla.

Cependant, ces efforts engendrèrent chez les impérialistes américains de vives alarmes. L'engagement cubain en Afrique commença également pendant cette période. Cuba aida de nombreuses luttes anti-impérialistes, parmi lesquelles celle d'Algérie, du Mozambique, d'Angola et de Guinée-Bissau. Le commandant Pedro Rodriguez Peralta, aujourd'hui membre du Comité central du Parti communiste de Cuba, fut emprisonné par les colonialistes portugais pendant plusieurs années pour avoir participé aux luttes de libération.

Dans l'ancien Congo belge (aujourd'hui Zaïre), Guevara se joignit lui-même à la guérilla dirigée par le Conseil national de la révolution de Gaston Soumaliot qui luttait contre le gouvernement de Moïse Tschombé. Guevara resta au Congo d'avril à décembre 1965.

En République de Guinée, une unité cubaine aida à repousser, en 1970, une invasion de mercenaires soutenue par les Portugais.

Dans de nombreux pays africains, La Havane a fourni une aide médicale, industrielle, culturelle et agricole. «*En fait*», écrivait David B. Ottaway dans le *Washington Post* du 5 janvier, «*Cuba, avec une population de moins de 10 millions d'habitants fournit probablement, à l'heure actuelle, davantage de mé-*

*decins, de personnel médical et de techniciens à l'Afrique que les Etats-Unis avec leurs 200 millions d'habitants.*»

L'opposition de Cuba à l'intervention impérialiste en Afrique a atteint un haut niveau en octobre 1975, lorsque des milliers de soldats cubains furent envoyés en Angola pour aider le MPLA (1) à repousser une intervention directe des troupes sud-africaines aux côtés du FNLA (2) et de l'UNITA (3). Ce faisant, La Havane défiait à nouveau les impérialistes américains qui soutenaient l'intervention sud-africaine et qui étaient impliqués dans une intervention camouflée de la CIA.

L'aide matérielle cubaine (et soviétique) au MPLA fut décisive pour lui permettre de vaincre l'agression sud-africaine et pour résister aux pressions de Washington. L'échec de cette opération commune américano-sud-africaine eut pour conséquence de pousser les masses du Zimbabwe, de Namibie et d'Afrique du Sud même à redoubler d'efforts pour en finir avec la domination blanche dans leur propre pays.

## LA POLITIQUE ETRANGERE CUBAINE

Mais l'engagement cubain en Angola a aussi des côtés négatifs. En dépit de son discours radical, le MPLA est une force pro-capitaliste. Les Cubains n'ont rien dit sur sa politique néocolonialiste et l'ont en fait aidé à garder une couverture «gauche». Ils n'ont pas non plus critiqué les attaques du MPLA contre la classe ouvrière ni la répression menée contre les maoïstes, les trotskystes et d'autres courants politiques critiques envers le régime du MPLA. Les Cubains ont aidé à l'entraînement de la police et de l'armée du MPLA.

Ces aspects négatifs de la politique étrangère de Cuba remontent également à un grand nombre d'années en arrière. Par exemple, avant le coup d'Etat militaire au Brésil en

1) MPLA : Movimento Popular de Libertação de Angola (Mouvement populaire de libération de l'Angola).

2) FNLA : Frente Nacional de Libertação de Angola (Front national de libération de l'Angola).

3) UNITA : Uniao Nacional para Independencia Total de Angola (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola).

1964, La Havane adopta une attitude favorable au régime bourgeois populiste dirigé par Joao Goulart.

La Havane prit une position semblable envers le régime d'Allende au Chili et de la junta militaire péruvienne de Velasco Alvarado, ainsi qu'envers un certain nombre de régimes africains.

Plus récemment, le gouvernement castriste a fait des commentaires particulièrement élogieux sur la junta militaire éthiopienne, le Derg, et sur Mengistu, son président.

A la suite d'une visite en Ethiopie en mars 1977, Castro déclara qu'il y avait une «*profonde révolution*» en Ethiopie et que les dirigeants militaires «*ont fait une révolution antiféodale œuvrant dans le même temps pour le socialisme*». Il qualifia Mengistu de «*véritable révolutionnaire*».

Raul Valdès Vivo, membre du Secrétariat du Comité central du Parti communiste de Cuba décrit dans un livre récent le processus éthiopien comme «*une révolution du peuple, une révolution de masse, spontanée, à laquelle les forces armées donnent une direction en l'absence d'un parti ou d'une direction révolutionnaire*». Il fustigea les mouvements de libération nationale érythréen et somalien comme «*des forces sécessionnistes encouragées par la réaction arabe et l'impérialisme*» (4).

La junta éthiopienne a pris des mesures limitées contre l'impérialisme, telles que la nationalisation de quelques compagnies possédées par les impérialistes et la fermeture de certaines installations US. Mais cela ne fut accompli que sous une considérable pression des masses et resta dans le cadre d'une politique fondamentalement pro-capitaliste, malgré ces pressions. Le cours général de la junta est opposé à celui qui mena à la victoire la révolution cubaine.

Bien qu'il se proclame partisan du «*marxisme-léninisme*», le Derg a interdit les grèves et a pris d'autres

mesures contre la classe ouvrière. Il a également cherché à supprimer toute opposition ou toute critique au régime, qu'elles viennent de droite ou de gauche, par des mesures extrêmement répressives.

La politique du Derg est particulièrement réactionnaire dans ses efforts pour maintenir l'actuel Etat éthiopien dans lequel les Amharas ont traditionnellement été les oppresseurs. Les Erythréens, les Somalis et les autres nationalités opprimées luttent contre cette domination amharique depuis des années.

Les impérialistes et leurs alliés arabes peuvent bien manoeuvrer pour marquer des points auprès des Erythréens et des Somalis, mais c'est dans l'intention de contenir leurs luttes. Washington craint lui aussi une fragmentation de l'Etat éthiopien, car une victoire érythréenne ou somalie encouragerait les peuples opprimés d'autres pays.

Quelles que soient leurs intentions, le soutien politique et matériel des Cubains au Derg ne fait pas avancer les luttes de classe ou de libération nationale dans la corne de l'Afrique. Qui plus est, leur peinture positive de la junta aide celle-ci à maintenir son image radicale et sème la confusion chez les révolutionnaires.

#### L'INQUIETUDE DE WASHINGTON

Cependant, l'administration cubaine est inquiète de l'engagement cubain dans la corne de l'Afrique. En premier lieu, cette présence peut entraver les efforts de Carter pour manoeuvrer entre les différents régimes et forces en présence. De plus, dans la lignée des proclamations du Département d'Etat qui clame que les Cubains agissent en tant que substituts des Soviétiques, Washington peut craindre que cet engagement n'aide Moscou à accroître son influence diplomatique.

Vu l'agitation qui règne dans toute la Corne et les soudains changements d'alignement internationaux qui s'y produisent, il n'est

pas exclu qu'un prochain tournant dans la situation mettent les forces cubaines directement aux prises avec les intérêts américains.

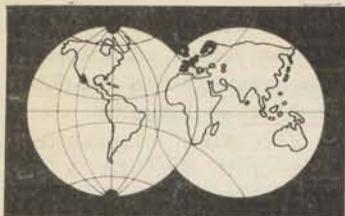
Dans la période actuelle d'agitation de masse de tout le continent, les impérialistes craignent que les forces cubaines ne servent à catalyser d'importants bouleversements.

Le Département d'Etat lui-même a exprimé cette crainte. Le 17 novembre, un de ses représentants déclarait : «*Nous croyons que la présence d'un grand nombre de Cubains en Afrique aura obligatoirement un rôle déstabilisateur et qu'elle est une menace pour la paix en Afrique*». Les craintes suscitées par la présence cubaine en Afrique - et le but, poursuivi depuis longtemps, de renverser les acquis de la révolution cubaine elle-même - inclinent Washington à renouer avec une politique de force. Cela fut le cas au moment de la campagne menaçante du Président Ford contre l'engagement cubain en Angola. A l'époque, le Pentagone avait indiqué qu'il envisageait un blocus naval et aérien de Cuba et même l'éventualité d'une attaque aérienne. De telles menaces n'ont pas encore été publiquement proférées par Carter, mais le *Christian Science Monitor*, qui entretient d'excellentes relations avec le Département d'Etat écrivait dans son numéro du 27 février que plusieurs «*contre-mesures*» étaient en discussion à Washington.

Dans la corne de l'Afrique elle-même, il y a eu de sérieuses menaces d'intervention militaire directe de l'impérialisme. Au début février, deux navires de guerre US furent envoyés dans la mer Rouge au large des côtes de l'Erythrée comme démonstration de force. Et le 27 février, l'ambassadeur français aux Etats-Unis a averti que des troupes «*protégeraient*» l'ancienne colonie française de Djibouti qui a des frontières communes avec l'Ethiopie et la Somalie.

Ces dangers d'intervention impérialiste en Afrique - et contre Cuba - ne doivent pas être négligés. Tous ceux qui s'opposent à l'agression américaine doivent rester vigilants.

4) «*Ethiopie : Une révolution ignorée*», est paru sous forme d'articles successifs dans les numéros des 22 et 29 janvier, 5 et 12 février de l'édition hebdomadaire en anglais de «*Granma*», l'organe du Comité central du Parti communiste de Cuba.



# Italie

## Du compromis historique à la capitulation permanente

*La demande de participation à un gouvernement d'urgence était pour le PCI une contre-partie nécessaire face aux engagements pris pour l'avenir et une façon de répondre aux inquiétudes de ses propres militants.*

Lidia ROSSI

● Environ deux mois après le début de la crise gouvernementale, un jour après l'enlèvement d'Aldo Moro, le gouvernement homogène démocrate-chrétien, avec l'appui de quatre des cinq partis qui, jusque-là s'étaient abstenus, et des fascistes de Démocratie Nationale, a obtenu la confiance du Parlement, sans aucun débat.

L'entreprise des Brigades rouges a ainsi permis au spectre de l'état d'urgence, agité pendant toute la crise, de prendre corps, et aux réformistes de laisser tomber leurs dernières et timides résistances. La façon dont la crise a été ouverte et s'est conclue, son cours et ce qui l'a suivie, fournissent aujourd'hui des éléments plus clairs sur la situation italienne et sur la relation entre un cadre politique difficile pour le mouvement ouvrier et une réalité sociale riche de potentialités anticapitalistes.

### LE DECLENCHEMENT DE LA CRISE

La crise gouvernementale a commencé, en fait, bien avant son début formel : déjà en novembre, la reprise des mobilisations ouvrières et l'inquiétude de quelques secteurs de la bourgeoisie face aux perspectives de l'économie italienne avaient montré l'effritement de la formule des « abstentions » et la nécessité d'un tournant. L'année 1977 s'est terminée avec quelques phénomènes préoccupants pour la bourgeoi-

sie et la bureaucratie. Dans la deuxième moitié de l'année, la situation économique s'est brusquement aggravée et la nécessité de parvenir à une solution sur quelques questions fondamentales (les licenciements et le contrôle sur les contrats des salaires), est apparue dans son urgence. Une nouvelle situation conflictuelle apparue dans les usines a obligé les directions syndicales à menacer d'une grève générale et à accepter les mobilisations du 2 décembre voulues par la FLM (Fédération de la métallurgie). A la base du PCI et parmi ses cadres intermédiaires, grandissait le mécontentement, créé par une situation bloquée qui mettait en crise la crédibilité du Parti et même certaines de ses structures.

Le débat qui s'est développé dans les structures syndicales à propos d'un document commun aux directions des trois confédérations CGIL, CISL, UIL (1), pendant la crise gouvernementale et l'interview du secrétaire communiste de la CGIL, Lama, au quotidien *La Repubblica*, ont éclairé les raisons de la décision du PCI d'accélérer les rythmes.

Il y a eu peu d'autres occasions dans lesquelles la subordination aux exigences du patronat aient été exprimée avec autant de clarté. Le consensus aux licenciements massifs que le patronat avait été contraint de retarder pour cause de rapport de forces défavorable dans les grands complexes industriels et la constitution d'une Agence pour l'emploi,

c'est-à-dire d'une aire de parage où les chômeurs seront assistés par l'Etat pendant une période non encore déterminée, mais qui sera difficilement supérieure à un an, sont au centre tant du texte officiel que de l'interview de Lama.

Dans les deux textes, on insiste sur la nécessité de réduire les revendications salariales, d'échelonner les éventuelles augmentations et surtout, on indique les limites des conventions catégorielles qui ne sont pas formellement suspendues, mais qui sont intermédiaires entre les exigences de la base et les engagements pris au niveau confédéral.

La brutalité avec laquelle Lama a explicité ce qui, dans le texte syndical, était exprimé sous une forme plus ambiguë et nuancée, n'a certainement pas été utilisé pour rassurer les patrons sur les bonnes intentions des bureaucrates sur lesquelles ils ne devraient avoir aucun doute depuis longtemps, mais bien pour souligner l'engagement à ne plus faire de concessions aux cadres syndicaux intermédiaires qui, jusqu'à présent, ont représenté l'obstacle majeur au pacte social.

La demande de participation à un gouvernement d'urgence était donc pour le PCI une contre-partie nécessaire face aux engagements pris pour l'avenir et une façon de répondre aux inquiétudes de ses propres cadres militants auquel la ligne de la direction commençait à apparaître comme une impasse.

De cet effort pour trouver la quadrature du cercle - tranquiliser sa propre base et répondre aux exigences les plus profondes du profit, menacer de plus près l'appareil du pouvoir et la DC tout en les faisant bénéficier de son consensus - le PCI sort avec un bilan assez mince qui ne fait que repousser à plus tard des problèmes autrement graves que ceux qu'il avait essayé de résoudre en déclenchant la crise gouvernementale.

Avant tout, même l'objectif du gouvernement d'urgence s'est révélé, jusqu'à présent, presque une utopie face aux résistances très dures de l'appareil de pouvoir démocrate-chrétien, réseau très dense de permanents, de clientèle, d'intérêts corporatifs et parasitaires avec sa propre logique relativement autonome par rapport à celle de la bourgeoisie elle-même.

Le refus de l'entrée du PCI au gouvernement, dans lequel toute la DC s'est érigée, sans concessions ni failles, souligne deux exigences convergentes dans la situation italienne :

a) L'autodéfense naturelle d'un appareil de pouvoir plus vaste et ramifié que tout autre en Europe;

b) l'opposition de la bourgeoisie à déléguer la défense de ses propres intérêts aux bureaucraties ouvrières dont elle a des raisons très fondées de douter de leur capacité à contrôler leur propre base. En plusieurs occasions, la dernière étant la réunion des cadres démocrates-chrétiens qui s'est tenue à Rome le 29 mars, la DC a éclairé les limites et l'usage de la collaboration avec le PCI; elle est disposée à accepter, car la situation le lui impose, une collaboration limitée dans le temps et qui ne remette pas en discussion son monopole sur le pouvoir institutionnel.

## LA REVOLTE DES «PEONES»

Les divergences au sein de la DC, qui se sont manifestées d'une façon particulièrement bruyante lors de la réunion des groupes parlementaires où il fallait décider de l'acceptation ou non de l'accord de programme sur lequel le PCI s'était rapidement replié, doivent être interprétées dans leur sens réel. L'affrontement entre

la droite démocrate-chrétienne et le reste du parti a été limité pendant tout le déroulement de la crise à l'évaluation de l'opportunité d'une bataille électorale. La conscience que de nouvelles élections auraient reconduit le même rapport de forces, et la nécessité de ne pas affaiblir le pacte social ont un poids déterminant dans les différentes positions des dirigeants principaux de la DC; aucun d'entre eux n'a eu le courage de soutenir explicitement la révolte des «peones», les cadres obscurs de la DC, contre l'accord de programme avec le PC.

Par ailleurs, il a suffi que Moro ait montré son intention de ne pas laisser la place aux opérations aventuristes et aux jeux du pouvoir, pour que le parti se reconsolide rapidement sur un texte voté à l'unanimité qui levait la réserve contre le PCI.

Mais le rapport que le président des sénateurs démocrates-chrétiens, Bartolomei, a fait à cette même réunion, avec toute sa violence anticommuniste n'est ni fortuit ni lié à la logique d'un jeu de compères. Ce rapport a même exprimé un état d'esprit revanchard, diffus dans les forces conservatrices, et a marqué les bornes actuelles mises aux prétentions des réformistes. Ni pour Andreotti, ni pour Moro, qui ont même défendu la nécessité d'un accord de programme avec les réformistes, la signature au bas de l'ordre du jour de la motion de confiance, ne représente un pas en avant du PCI vers le gouvernement. Ils savent que le chemin de leur adversaire n'est pas linéaire et ils ont bien l'intention de lui jeter entre les pieds tous les obstacles possibles, même des élections anticipées, au moment opportun.

Tandis que les réformistes collaborent à redonner crédibilité aux principaux partis bourgeois en gommant de leur presse et de leur pratique toute forme de dénonciation du gouvernement démocrate-chrétien, tandis que dans l'*Unita*, toute critique à l'Etat et au gouvernement est dénoncée comme un aval implicite à l'extrémisme et aux groupes militaristes, la DC dans sa réunion de cadres relance une nouvelle édition de l'anticommunisme. Le martyrologue de Moro auquel

l'*Unita* a donné, d'ailleurs, la contribution la plus zélée, est utilisé pour redonner crédibilité à un des appareils de pouvoir les plus corrompus de l'Occident capitaliste (dans quelques jours va sortir le livre d'une journaliste bourgeoise qui dénonce les entreprises du Président de la République, Leone, de sa famille et de sa cour) et pour rejeter sur le PCI le soupçon d'être le véritable maître spirituel des Brigades rouges.

Les déclarations de Lama et d'un autre dirigeant communiste, Pechioli, qui dans leurs dénonciations des complicités avec l'extrémisme, ont eu des accents rappelant ceux de Strauss contre les sympathisants du terrorisme, sont aussi mesquines qu'inutiles. Pour la DC, sont complices des terroristes, non seulement les groupes d'extrême-gauche, mais toute la culture laïco-radical, des secteurs de base du PCI et même une partie de l'organisation syndicale dans laquelle la DC est majoritaire, c'est-à-dire la CISL, dont la direction est rappelée à l'ordre et à la vigilance.

La confrontation entre les deux appareils n'a toutefois pas lieu seulement sur le seuil du gouvernement que la DC continue à tenir fermé. Pendant les dernières années, sous la poussée du mouvement de masse, le PCI n'a pas seulement réussi à s'insérer à la périphérie de l'Etat, mais a même déterminé un déplacement partiel du pouvoir dans cette direction en laissant naître une nouvelle couche de bureaucrates plus liés à l'appareil d'Etat.

Mais même cette portion de pouvoir est en train de devenir, pour le PCI, une arme à double tranchant, car les réformistes héritent dans les administrations locales des problèmes laissés en suspens par les précédentes gestions. En outre, dans une situation de difficultés économiques grandissantes, la DC garde bien en main le pouvoir central et essaie de canaliser le malaise des couches sociales les plus touchées, contre les nouvelles administrations locales.

Ce cadre d'hostilité et de résistance de l'appareil démocrate-chrétien explique la conclusion paradoxale de la crise : seul l'enlèvement de Moro a brusquement inter-

rompu la polémique sur la maladroite déclaration du dirigeant communiste Natta qui avait salué la présence dans le gouvernement de quelques «techniciens» non liés à la DC, comme un élément caractéristique de l'accord. Le jour même, contredisant peut-être un accord officieux, Andreotti rendait publique la composition du nouveau gouvernement dans lequel il n'y avait pas l'ombre d'un «technicien» et qui, au contraire, se révélait être un véritable report topographique des courants au sein de la démocratie-chrétienne.

## LE PRIX PAYÉ PAR LE PCI

En échange de son entrée dans la majorité parlementaire, le PCI a payé, avec l'accord de programme et pendant les jours suivant l'enlèvement du président de la DC, un prix qui va bien au-delà de ses intentions initiales.

Avec un pacte social qui n'a compté que partiellement avec une classe ouvrière forte et que la bourgeoisie ne peut pas encore considérer comme gagné, ses partis ont voulu s'assurer des résultats immédiats déterminant des conditions plus favorables pour une nouvelle attaque contre les travailleurs. Le recul du PCI sur le programme de gouvernement et le climat que les mass-media ont réussi à créer après l'enlèvement de Moro ont permis que passent quelques mesures d'ordre public dont on ne doit pas sous-estimer la gravité.

Ces derniers jours, on assiste en Italie à une cynique tentative d'utiliser l'enlèvement de Moro, par la DC et par la presse bourgeoise, dans un sens anticommuniste et par le PCI, contre l'extrême-gauche et les oppositions internes aux organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Il n'y a pas eu d'autres moments dans l'histoire du PCI, où la défense de l'Etat bourgeois, de ses institutions et de ses moyens d'expression politique, se soit manifestée avant tant de clarté et avec tant de zèle répressif : une polémique âpre et sans merci vise non seulement, et pas tant, l'extrême-gauche que toute forme d'opposition au pacte social et toute hésitation à se déclarer aux côtés de

l'Etat. Le reproche fait aux intellectuels, coupables de se taire, le refus de renouveler la carte des ouvriers du PCI qui, dans le port de Gênes, ont diffusé le tract «Ni avec les Brigades rouges, ni avec l'Etat», les insultes vulgaires que le vieux stalinien, Trombadori, a lancées à la télévision aux groupes d'extrême-gauche, ne sont que quelques-uns des épisodes d'une campagne bureaucratique qui se soude à celle de la bourgeoisie et qui paraît renforcer la base de l'accord gouvernemental.

La syndicalisation de la police que les forces de gauche considéraient comme un point intangible de leur programme, a été pratiquement bloquée; les structures unitaires de base qui avaient déjà été construites les dernières années, liées aux confédérations syndicales, devront être démantelées et se réorganiser en un syndicat autonome, indépendant de ceux des travailleurs.

Le loi Reale sur l'ordre public a été reformulée afin d'éviter le referendum qui en demandait l'abrogation et aggravée sur quelques points. Surtout, est entré en vigueur, le 22 mars, un décret-loi qui représente un véritable corps de mesures d'exception, visant à augmenter les pouvoirs de la police et à limiter quelques libertés civiles fondamentales. Il est possible désormais pour la police de garder à vue n'importe qui sans raison, pour 24 heures, le secret de l'instruction est supprimé en partie, les écoutes téléphoniques sont autorisées sans limites de temps et sur ordre, même simplement oral, d'un magistrat, on autorise un premier interrogatoire sans la présence d'un avocat.

Il est évident que les actions de groupes militaristes ont créé un terrain plus favorable, non seulement pour que puissent passer de façon indolore les lois d'exception, mais aussi pour que l'appel des partis de l'accord à l'unité nationale puisse trouver une base d'appui concrète.

## UNE DOUBLE FAILLITE

Mais même dans ce cas, les prévisions du PCI n'ont pas d'avenir. Il nous semble que les réformistes vont s'exposer au danger d'une double faillite : d'une part, ils ne se gardent guère face aux attaques réactionnaires, et ils collaborent à créer un climat plus favorable à la droite qui se retournera contre eux; de l'autre, la réunification de leurs propres militants à laquelle ils ont visé à travers l'ouverture de la crise et la campagne contre l'extrémisme, s'appuie sur des bases trop fragiles et précaires. C'est là que l'on trouve l'autre nœud politique que le PCI n'a pas encore tranché, c'est-à-dire son rapport avec la classe et avec sa propre base. Les signes de l'impopularité de sa propre ligne se sont manifestés pour le PCI à différents niveaux : le résultat de quelques élections municipales dans le Sud où la crise économique a aggravé la désagrégation sociale, les élections aux organes collégiaux de l'Education qui ont vu une forte progression des forces conservatrices, la baisse remarquable des adhésions à l'organisation de la jeunesse communiste ont été les tout premiers signes des difficultés du parti.

C'est là un prix que la bureaucratie sait devoir payer au changement de ses rapports avec les masses : elle ne peut plus «chevaucher» le mouvement comme en 69-70, ni en récupérer la poussée en la déviant et en la faisant déboucher sur des objectifs partiels comme elle l'a fait au début des années 70. La clarté des problèmes à l'ordre du jour, et la politique des cadres militants de la classe ouvrière ne lui laisse pas d'autre possibilité que d'éviter dans la mesure du possible tout conflit, que d'abandonner à elles-mêmes les mobilisations qui se développent en dehors de son contrôle, et dans quelques cas, de s'y opposer.

L'objectif qu'elle peut raisonnablement se proposer dans cette phase est de resserrer autour de sa propre ligne des cadres militants convaincus et décidés, capables de faire obstacle aux tentatives d'opposition sur les lieux de travail et à la réactivation des forces conservatrices. Ce sont mêmes les premières hésitations et les premiers mécon-

tentements, apparus chez ces cadres et qui ont touché, y compris, des secrétaires régionaux, qui ont poussé le PCI à demander le gouvernement d'urgence. La conférence des cadres ouvriers communistes, préparée avec un grand battage publicitaire, et qui s'est tenue pendant la crise gouvernementale, devait donner à l'intérieur et à l'extérieur une sensation de force et faire apparaître la capacité de contrôle du parti sur la classe. Un habile filtrage a permis que ne s'expriment au micro que des voix satisfaites et convaincues de la ligne de la direction lorsque le choix de l'austérité a été proposé, sous un vernis nouveau, à travers l'idéologie de «la classe qui se fait Etat» et d'une vision superficielle du rôle du prolétariat dont Berlinguer s'est fait le plus chaud défenseur.

Il a été dit par exemple : *«L'ouvrier communiste se transfigure et cela lui permet de surmonter les angoisses, les souffrances et les douleurs qui peuvent lui venir de la vie quotidienne»*. Cette œuvre de «réarmement» paraît avoir atteint, ces derniers jours, ses résultats les plus efficaces : pendant la manifestation de réponse à l'enlèvement du président de la DC, au désarroi de travailleurs qui ont défilé derrière les banderoles du syndicat et même de l'extrême-gauche, s'est opposée la combativité (tout entière tournée contre le terrorisme) de la base de la jeunesse communiste. Mais le climat que la bourgeoisie essaie de créer en Italie, le type d'accord sur le programme que le PCI a été contraint d'accepter, la politique économique du gouvernement, vont recréer à court terme de nouvelles contradictions dont il est déjà possible de déceler la nature.

Il y a avant tout deux problèmes ouverts sur lesquels aucun compromis n'a été possible : le problème du logement, pour lequel on prévoit une loi qui ne satisfait personne, et le problème de l'avortement qui ne permet aujourd'hui aucune forme de compromis. C'est surtout sur cette deuxième question que l'accord DC-PC va être mis à l'épreuve; la matrice idéologique démocrate-chrétienne, ses rapports avec l'Eglise et avec de larges couches des masses catholiques et conserva-

trices ne permettront pas à la DC de faire des concessions sur les revendications centrales du mouvement des femmes. D'autre part, les réformistes sont talonnés par un mouvement qui connaît de larges périodes de léthargie, mais qui réapparaît à l'improviste avec une force et une combativité exceptionnelles.

Les manifestations du 8 mars qui ont vu dans la rue des dizaines de milliers de femmes (30 000 rien qu'à Rome), et le succès des conférences nationales par lesquelles le mouvement essaie de se réorganiser, marquent une limite évidente aux concessions du PCI dans ce domaine. Même l'organisation de femmes liée aux partis réformistes, l'UDI (Union des femmes italiennes), soumise aux pressions des secteurs les plus combattifs, a adopté des positions qui, malgré leurs limites, restent incompatibles avec l'idéologie catholique et avec des positions sur lesquelles la DC paraît décidée à ne pas céder.

Par ailleurs, le pacte social et le tournant syndical vont renforcer les bases matérielles des difficultés et de l'isolement des cadres ouvriers du PCI et aucune propagande ne peut les exorciser. Au cours de la conférence ouvrière communiste, les données sur la situation dans les usines, examinées avec le secours d'un ordinateur, se sont révélées moins favorables que les débats dans la salle et il n'est pas difficile de prévoir que, face à la concrétisation d'une politique acceptée dans ses lignes générales et dans ses déguisements idéologiques, la réaction des ouvriers communistes ne répondra pas à l'attenté et aux espoirs de leur direction politique.

Il y a enfin un autre élément contrastant avec l'aspiration du PCI à «se faire Etat». Le 41e congrès du PS qui vient de commencer et sur lequel il n'est pas possible de porter un jugement définitif, paraît marquer le tournant d'un parti atypique dans l'éventail social-démocrate européen. Le résultat des congrès de base et le rapport du secrétaire national, Craxi, indiquent que malgré les divergences et les contradictions internes, la majorité du parti est orientée vers un rapprochement avec la social-démocratie occidentale et vers l'abandon des clins d'œil

au maximalisme, qui le caractérisaient, surtout depuis la fin du centre-gauche. *L'Unita*, qui a publié une large synthèse du rapport, tout en soulignant avec une particulière insistance, les attaques contre l'extrémisme (y compris celles contre les écrivains Sciascia et Moravia, coupables «d'une extériorité regrettable» aux événements des derniers jours) a relégué en quelques lignes de commentaires - «dans le rapport, avec quelques fausses notes tranchant sur le ton général et quelques artifices réthoriques, il y a même eu des pointes polémiques contre le PCI» - un des passages les plus significatifs. L'attaque de Craxi contre la lenteur du processus de révision actuel dans le Parti communiste et son ton conciliant envers la DC représente une explicite candidature des socialistes pour une solution de rechange lorsque l'urgence étant passée, il sera possible de se débarrasser de la collaboration institutionnelle du parti le plus fort de la classe ouvrière.

## DES OBSTACLES DETERMINANTS

Face à la situation de ces dernières semaines, les positions politiques qui considèrent désormais comme close la période ouverte par 68 en Italie, ont gagné du terrain dans l'extrême-gauche. Il s'agit de positions diverses dans leurs analyses et dans leurs conclusions, mais qui partent du même présupposé et qui se condamnent à la même impuissance, qu'elles parlent d'une Italie «germanisée», prise dans l'étau de la collaboration de classes entre la bourgeoisie et les réformistes, ou qu'elles voient le mouvement ouvrier comme déjà défait, leur dénominateur commun est la sous-évaluation des obstacles que le projet de restauration, d'abord avec le PC, puis contre lui, peut rencontrer sur son chemin. Il s'agit d'obstacles qui ne réussiront peut-être pas à court terme à renverser les processus actuels en cours en Italie, mais qui restent déterminants et que la bourgeoisie n'a pas encore surmontés :

1) **La crise de direction bourgeoise.** Dans les années qui ont suivi 68, la crise sociale, économique et politique italienne s'est traduite par une

profonde crise de direction de la bourgeoisie. La stratégie de tension et sa faillite, les défaites subies par la DC au referendum sur le divorce et aux élections de juin 1975, les déchirements qui avaient mené ce parti au bord de la dissolution, ont été les signes les plus évidents de l'incapacité de la classe dominante à récupérer son contrôle et son pouvoir habituels. La collaboration avec le PC, qui heurte durement les intérêts, la tradition et l'idéologie du parti catholique est un choix auquel la DC a été contrainte par l'impraticabilité de toute autre solution. Il est vrai que cette collaboration a aussi permis à la bourgeoisie de regagner, au moins en partie, le terrain perdu, avec la récupération de larges marges de profit pour les secteurs du patronat les plus forts et la réaffirmation de nouvelles valeurs conservatrices. Il est vrai aussi, que la partielle atténuation des contradictions internes à la DC, après sa victoire électorale de 76, permet à la bourgeoisie de disposer d'un instrument de gestion du pouvoir plus efficace et plus solide.

Le PC a apporté sa contribution consciente à cette recomposition, lorsqu'il a décidé, non seulement de subordonner sa ligne aux exigences les plus immédiates du capital, mais aussi d'éviter même les conflits avec sa principale expression politique. La compréhension de l'interconnexion entre des intérêts apparemment contradictoires et la mobilisation qui aurait été nécessaire pour se débarrasser de ces intérêts puissants et fortement cristallisés, a été déterminante dans cette décision.

Toutefois, on ne pourra pas dire que cette crise de direction a été surmontée tant que la Démocratie chrétienne aura besoin du consentement du PC pour gouverner, consentement que les attaques prochaines et massives contre les conditions de vie des masses pourraient même remettre en cause avant qu'une solution de rechange adaptée au rapport de forces entre les classes ne soit prête.

La crainte de ne pouvoir contrôler la situation tant que le PC n'aura pas été amoindri et isolé, détermine, dans des secteurs décisifs de la bourgeoisie et au sein de ses partis, des tentations continues d'accélérer les

rythmes d'une stabilisation qui apparaît encore trop lointaine et incertaine. C'est surtout la conscience claire de ce que conclure un pacte avec le PC ne signifie pas automatiquement le conclure avec la classe et avec le mouvement de masse qui peut pousser la bourgeoisie à articuler différemment ses initiatives, à cause de sa tentative de créer un cadre institutionnel plus sûr.

Aujourd'hui, nous voyons un exemple concret de la fragilité de la recomposition de la direction bourgeoise : l'enlèvement de Moro, en déstabilisant la DC, en la privant d'un arbitre qui avait plusieurs fois évité le déchirement, a remis en cause ses équilibres internes. La droite de la DC retourne à sa traditionnelle agitation, pendant que le journal d'Agnelli *La Stampa* lance une proposition qui paraît dessiner les contours d'une deuxième République.

2) **Le tournant de la bureaucratie et le syndicat des conseils.** Dès 1976, la classe ouvrière, pourtant forte, a essuyé quelques coups durs surtout avec la suppression de 7 jours fériés et le blocage partiel de l'échelle mobile. Le cas de l'Unidal, une entreprise d'alimentation, qui s'est restructurée en éliminant environ 1500 ouvriers, représente d'ailleurs le premier essai concret de ce qu'on veut imposer à travers le pacte social. Dans les prochains mois, toutefois, si les directions syndicales veulent respecter les engagements pris, l'attaque contre les noyaux forts de la classe devra prendre des dimensions beaucoup plus vastes. Aux yeux du patronat, l'intensité de cette attaque devrait être directement proportionnelle à la durée de l'attente à laquelle il est contraint. L'agitation dans les usines qui a commencé en novembre, et le déroulement du débat dans les structures syndicales sur le document des confédérations ont été des signes déjà clairs des difficultés que le pacte social va rencontrer dans les grands complexes industriels et surtout chez les cadres militants du syndicat.

Ce n'est pas par hasard que le tournant exprimé très clairement dans l'interview de Lama, s'est produit juste au moment où les syndicats apparaissaient de nouveau com-

me les instruments les plus efficaces pour réorganiser la combativité encore largement présente chez les travailleurs, en courant le danger de devenir l'opposition officielle au gouvernement. Les directions confédérales, après la mobilisation du 2 décembre, ont dû intervenir lourdement, avant que la dynamique ne se développe, pour imposer jusqu'au bout les exigences patronales en rappelant à l'ordre tous les secteurs syndicaux et en précisant le rôle subalterne du syndicat par rapport au cadre politique.

C'est surtout le débat qui a eu lieu pendant la crise gouvernementale qui a montré la contradiction entre les structures, le rôle et la dimension que le syndicat a acquis ces dernières années en Italie, et le tournant opéré par la bureaucratie.

Le texte des directions confédérales s'est heurté d'abord à la résistance de branches entières comme la chimie ou la métallurgie, et en particulier à celle de cette dernière, la plus nombreuse, la plus concentrée et la plus combative des fédérations, celle dont les échéances contractuelles représentent depuis des années une échéance politique nationale. Des structures locales entières se sont opposées au contenu du texte; le résultat le plus notable a été, à l'assemblée provinciale de Milan, le vote par 30% des délégués présents, et peut-être davantage, d'une motion alternative dans le ton, la logique et le contenu. Des conseils d'usine et un grand nombre de structures de base de la Fonction publique s'y sont opposés d'une façon plus ou moins claire. Les 12 voix contre et les 103 abstentions lors de la discussion finale ne sont que le très pâle reflet de l'état d'esprit des cadres intermédiaires du syndicat dans une assemblée contrôlée avec rigidité et où l'expression réelle du débat à la base avait été réduite au minimum.

L'élément qui devrait préoccuper les directions confédérales est la qualité plus que la quantité de l'opposition : les travailleurs syndiqués se sont, en général, désintéressés du débat parce qu'ils craignaient de ne pouvoir peser en rien sur les décisions et à cause des efforts de la bu-

reaucratie pour réduire les assemblées à une confrontation avec les militants qu'il fallait faire plier et convaincre.

A la base, des secteurs entiers n'ont d'ailleurs pas participé au débat, en vertu d'une forme élémentaire de protestation contre la ligne syndicale et parfois sous l'influence de secteurs de l'extrême-gauche mal convaincus de la nécessité d'un travail organisé dans les syndicats.

Aucune manœuvre bureaucratique ne pourra effacer de la réalité le fait que malgré tout cela, malgré le filtrage et le «trucage» électoral, l'opposition ait pu s'exprimer partout avec force. Que les directions bureaucratiques le veuillent ou pas, les accords passés avec la bourgeoisie pendant la crise gouvernementale auront à affronter les militants syndicaux, c'est-à-dire un tissu d'avant-gardes qui ont mûri pendant toutes ces années de luttes et de réflexion politique. Les deux dernières années, la politique des bureaucrates, peut-être mûrie à partir d'une réflexion sur les événements du Chili, n'est pas restée sans effets sur la classe au moment où, crise économique, politique et sociale, convergeaient.

Tandis qu'à l'automne 76, les mesures anti-ouvrières du gouvernement des abstentions avaient produit une réaction immédiate, les coups successifs ont déterminé des réactions confuses et une difficulté à concrétiser le refus des choix bureaucratiques par de véritables luttes. En 77, malgré quelques moments de forte combativité à la fin de l'année et la participation encore massive aux grèves, l'ampleur de la discussion et de l'engagement politiques s'est réduite, mais s'est approfondie avec le mûrissement, chez beaucoup de militants, de la conviction de se trouver face à un tournant dangereux. Les avant-gardes de lutte qui ont connu les syndicats comme acteurs de batailles et de conquêtes, au cours des années précédentes, et qui ne connaissent pas l'histoire passée du syndicat peuvent, aujourd'hui, tirer un premier bilan du résultat de la ligne suivie les deux dernières années. Ils pourront le faire encore plus clairement dans les prochains mois.

Il s'agit d'avant-gardes de différentes origines, souvent liées au PC; bien plus rarement aux milieux sympathisants de l'extrême-gauche, et engagées dans l'activité syndicale, la seule à laquelle se soient consacrés des secteurs de la jeunesse radicalisée qui n'ont pas trouvé d'issue dans un choix politique à cause du peu de crédibilité des groupes d'extrême-gauche et du visage conformiste et bureaucratique que le PC n'a jamais cessé de présenter aux yeux des éléments les plus radicaux des nouvelles générations.

Il n'est pourtant pas impossible que des secteurs entiers de la classe, surtout les branches les plus puissantes, essaient de se soustraire au cadre contraignant que les confédé-



Manifestation de la DC, à Turin, après l'enlèvement de Moro.

rations se sont engagées à imposer aux fédérations catégorielles les plus inquiètes et que cet effort pour échapper au nœud coulant de l'accord entre bureaucraties et gouvernement puisse mettre de nouveau en mouvement une dynamique ascendante; cette possibilité paraît aujourd'hui de plus en plus liée à la capacité de secteurs, d'embryons d'opposition, et de courants d'extrême-gauche, qui n'ont pas été dispersés par la crise et qui ont continué à travailler dans les structures syndicales, de pouvoir se rassembler et prendre une initiative ferme. La

prochaine échéance des contrats nationaux des branches les plus fortes est une occasion qu'il ne faut pas laisser perdre.

3) La question de la jeunesse. En Italie, les deux tiers des deux millions de chômeurs sont des jeunes entre 14 et 29 ans. Dans leur grande majorité, ils ont le diplôme de fin d'études secondaires. Parmi les trois millions de personnes qui travaillent au noir ou ont un emploi précaire, il y a un pourcentage difficilement évaluable, mais certainement très élevé, de jeunes. Quatre millions de lycéens et d'étudiants végètent dans l'institution scolaire sans perspective d'embauche. Ces chiffres ne peuvent évidemment pas être additionnés, car ces phénomènes interfèrent étroitement les uns avec les autres; les étudiants sont souvent des travailleurs à la situation précaire et le travail au noir est souvent recensé comme chômage. Toutefois, il s'agit de chiffres qui donnent une idée assez claire des dimensions actuelles de la marginalisation de la jeunesse. La frontière entre la scolarisation et la marginalisation est devenue ces dernières années très difficile à fixer, non seulement parce que le manque de débouchés a rendu, de fait, obligatoire l'inscription au lycée ou à l'université, mais aussi parce que le peu d'utilité des diplômes et la crise économique contraignent souvent les lycéens et les étudiants à entrer en rapport avec le marché du travail. A partir de cette homogénéisation tendancielle de larges couches de jeunes, réduits à une condition intermédiaire entre l'étudiant et le travailleur précaire, non protégés par les syndicats et extrêmement mobiles, est né, en marge des universités, le terme impropre de «prolétariat juvénile» qui indique en même temps un phénomène structurel (la marginalisation de la force de travail juvénile) et un phénomène culturel (la disponibilité au combat, au regroupement, le refus parfois même ambigu des mythes petits-bourgeois). Pendant la lutte de 77, les universités, surtout celles de Rome et de Bologne, ont été le centre de regroupements de masses de jeunes d'une nouvelle vague de radicalisation, de lycéens, de jeunes chômeurs et prolétaires qui ont donné vie à un mouvement socialement différent de ceux qui avaient été les protagonistes des mobilisations étudiantes de 68-69.

La loi de l'embauche des jeunes qui aurait dû garantir l'emploi précaire (pour un an seulement) de quelques centaines de milliers de jeunes, a fait faillite, et même si le PCI se propose de la relancer, avec des investissements prioritaires en 1978, ses possibilités restent très limitées.

Les projets de réforme de l'éducation secondaire et de l'université qui devraient être approuvés par le Parlement dans les prochains mois, se réduisent à une tentative de bloquer la scolarisation en introduisant le *numerus clausus* et en subordonnant les inscriptions à l'université à l'existence de structures et d'infrastructures que le blocage des dépenses publiques a déjà démantelées et rendues insuffisantes.

La réorganisation de l'éducation est précédée, justement ces temps-ci, par la refonte des mesures répressives à l'encontre des avant-gardes étudiantes : le nouveau ministre de l'Éducation, Pedini, a confié à un comité d'experts la tâche de mettre à jour le règlement disciplinaire fasciste, élaboré en 1925, et encore en vigueur aujourd'hui, qui sera donné aux autorités scolaires à qui il sera demandé un engagement à l'appliquer.

Mais justement sur les problèmes de la jeunesse, les mesures de réorganisation et de répression de la bourgeoisie et la politique de collaboration aveugle des bureaucrates se réduit vraiment à un pur exorcisme, car la politique économique et les perspectives du nouveau gouver-

jeunes est de s'y référer immédiatement. En de récentes occasions, nous en avons eu la preuve concrète. A Bologne, lors de la manifestation du 11 mars, anniversaire de la mort de l'étudiant Lorusso, tué par la police lors des luttes étudiantes de l'année dernière, des milliers d'étudiants se sont regroupés autour d'une coordination syndicale qui s'était formée depuis quelques mois dans cette ville.

A Milan, où l'opposition dans les syndicats s'est révélée plus forte, la gauche ouvrière a décidé de se rendre aux funérailles des deux jeunes, assassinés par les fascistes le lendemain de l'enlèvement de Moro. 100 000 travailleurs et étudiants sont descendus dans la rue, malgré

4 juillet 1977  
signature du  
compromis  
historique  
à gauche,  
Berlinguer (PCI)  
à droite, de face,  
Zaccagnini,  
de dos, Piccoli.



Même si le gouvernement réussit à faire passer son projet - et il est peu probable que cela arrive - le résultat le plus immédiat en serait de jeter sur le marché du travail, sans possibilité d'atténuer la pression qui s'ensuivrait avec le parage dans l'éducation supérieure, des masses de jeunes privés même de l'aide limitée et des illusions que l'université garantissait jusqu'à présent. Il ne faut pas s'étonner si les centres qui regroupent la jeunesse, lycées et universités, mais aussi la myriade de groupes qui se sont multipliés ces dernières années dans les grandes villes, font aujourd'hui l'objet d'une surveillance attentive de la part de l'appareil de répression de l'État.

nement ne peuvent que reproduire et aggraver les bases matérielles du malaise et de la marginalisation de la jeunesse. Le danger majeur pour le mouvement ouvrier et pour la lutte de classe en Italie, est que le désespoir des jeunes ne devienne le bouillon de culture naturel de l'extrémisme et du militarisme.

La création d'une opposition dans les syndicats, d'un point de référence dans la classe ouvrière, est rendue encore plus urgente à cause de cette réalité. Dans les situations où une alternative aux bureaucraties dans les structures syndicales commence à prendre corps, la tendance des masses étudiantes et des

la volonté des directions syndicales de ne pas transformer l'enterrement en une manifestation politique.

Nous pensons que cela vaut la peine de conclure sur l'épisode suivant : le 16 mars, 30 000 personnes avaient manifesté, désorientées et divisées, contre le terrorisme et surtout contre le danger d'une évolution réactionnaire possible après les opérations des Brigades rouges; quelques jours après, la rage contre l'assassinat des deux camarades et l'initiative de militants et de cadres intermédiaires des syndicats, ont donné lieu à une des manifestations les plus combattives et unitaires dont on se souvienne à Milan.

## Economie

# Le dollar en chute libre

*Les répercussions de la chute du dollar exercent une tendance déstabilisatrice sur toute l'économie internationale.*

Ernest MANDEL

Depuis six mois, la chute du dollar est devenue une forme spectaculaire sur le marché des changes de Francfort, de Tokyo, de Zürich, d'Amsterdam. Même à Londres et à Paris, sa position s'est sensiblement détériorée. Depuis le réaligement des monnaies de 1971, la perte de change du dollar par rapport aux devises fortes est de l'ordre de 33 à 40%. C'est clair et net. Cela ne peut rester sans conséquences dans une économie capitaliste dans laquelle la monnaie - y compris la monnaie de papier - n'est pas seulement moyen d'échange, mais encore moyen de payer des créances et moyen de thésaurisation.

Certes, le dollar n'est pas en déclin par rapport à toutes les devises. A plus long terme, les devises de plusieurs pays impérialistes, avant tout la livre sterling et la lire, se sont autant dépréciées que le dollar. A plus court terme, la même remarque s'applique à la monnaie des pays scandinaves. Le dollar canadien s'est même déprécié par rapport au dollar américain. En outre, la plupart des monnaies des pays semi-coloniaux - à l'exception des monnaies des plus riches pays arabes exportateurs de pétrole - soit s'alignent sur le dollar, soit connaissent une dépréciation beaucoup plus forte que la devise américaine.

Mais, ceci dit, la chute du dollar n'en entraîne pas moins des conséquences importantes dans tous les domaines de l'économie capitaliste internationale. Elle a même des ré-

percussions, évidemment plus limitées, pour l'économie des Etats ouvriers bureaucratisés. Ces répercussions découlent du rôle prépondérant qu'a joué le dollar depuis la Seconde Guerre mondiale dans l'économie capitaliste. Elles exercent, de ce fait, une tendance déstabilisatrice sur toute l'économie internationale.

L'impression générale qui a prévalu chez les commentateurs de droite comme de gauche, c'est que la chute du dollar résulte d'une manœuvre plus ou moins délibérée de l'impérialisme américain en vue d'améliorer sa position concurrentielle et d'imposer la réalisation de ses projets de politique économique à ses concurrents réticents, avant tout l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. La chute vertigineuse du dollar stimulerait les exportations américaines aux dépens des exportations ouest-allemandes et japonaises, en rendant celles-là meilleur marché et celles-ci plus chères. Pour protéger les exportations de leurs capitalistes, les gouvernements ouest-allemand et japonais seraient obligés de «soutenir» tôt ou tard le dollar, c'est-à-dire de le racheter massivement sur le marché des changes. Mais ce faisant, ils gonfleraient automatiquement la masse monétaire de leurs devises nationales, c'est-à-dire s'engageraient finalement dans ce fameux processus de «relance accélérée» que l'administration Carter essaye depuis plus d'un an de leur imposer sans grand résultat.

Une expansion monétaire accentuée en Allemagne et au Japon y relancerait l'inflation, et arrêterait du même coup la dépréciation du dollar par rapport aux devises fortes. Ainsi, l'impérialisme américain gagnerait sur tous les tableaux en laissant momentanément le dollar en chute libre.

La manipulation monétaire, dont la dévalorisation n'est qu'une variante, est incontestablement un instrument utilisé par toutes les puissances impérialistes pour améliorer leur situation compétitive. Des conditions de récession ou de dépression économiques, comme celles que nous connaissons depuis quatre ans, favorisent l'emploi de telles techniques. Que les Etats-Unis répètent sur grande échelle ce que la Grande-Bretagne, l'Italie, la France et la Suède avaient pratiqué préalablement, cela paraît vraisemblable.

Il n'empêche que les conséquences de telles manipulations sont beaucoup plus complexes lorsqu'il s'agit de la principale monnaie de réserve du monde capitaliste, y compris les conséquences pour l'économie du pays qui prend l'initiative de faire baisser le taux de change de sa monnaie.

Constatons tout d'abord que si la dévaluation massive de la livre sterling et de la lire italienne semble avoir abouti effectivement à rétablir la balance des paiements de ces deux puissances impérialistes, il n'en est pas de même pour les Etats-Unis. Il n'y a aucun signe que cette balance soit sur le point de se redresser, tout au contraire.

C'est d'ailleurs parce que le grand capital, avant tout les multinationales, y compris les multinationales américaines, s'attend à une persistance du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis, et donc à un effritement du cours du change du dollar, qu'il est obligé d'anticiper sur ce mouvement, c'est-à-dire obligé de spéculer contre le dollar, ce qui accentue et amplifie le recul du cours de cette devise.

Soulignons de même que l'ampleur des importations de pétrole des Etats-Unis ne peut être l'explication fondamentale de la détérioration de la balance commerciale et de la balance des paiements des Etats-Unis. A l'exception de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis dépendent moins de telles importations que les autres puissances impérialistes. Ce n'est pas du côté des importations de pétrole que le bât blesse, mais du côté de la balance commerciale des produits manufacturés. La part des Etats-Unis dans les exportations mondiales de ces produits ne cesse de diminuer. Leur part dans les importations mondiales ne cesse d'augmenter. Ici intervient évidemment aussi le taux d'inflation aux USA, supérieur à celui de la RFA et du Japon.

Sous-jacent à la crise du dollar, il y a donc un phénomène structurel à long terme, et non un simple accident conjoncturel. Les Etats-Unis ont perdu le «monopole de haute productivité» dont ils jouissaient pendant la première décennie postérieure à la Seconde Guerre mondiale. De manière constante, la productivité du travail industriel y augmente moins rapidement que chez leurs principaux concurrents. Mise à part l'avance qu'ils conservent dans certains domaines comme les grands ordinateurs et «l'industrie de l'espace», ils sont battus en brèche dans presque tous les secteurs de la grande exportation : automobiles, appareils électriques et électroniques, machines-outils et machines électriques, acier, tissus et produits synthétiques, construction navale. Même dans le domaine électro-nucléaire et dans celui de l'aviation, où leur position monopoliste semblait assurée, ils ont perdu des plumes au cours des dernières années.



Dans la Banque de France

Les chiffres sont d'ailleurs parfaitement éloquentes. La corrélation entre l'évolution des progrès de la productivité du travail et la part respective des différentes puissances impérialistes sur le marché mondial des produits manufacturés, est manifeste. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que si la chute du dollar est une mesure pour modifier cette corrélation, elle n'a point été couronnée de succès jusqu'ici.

Entre 1964 et 1975, la productivité du travail dans l'industrie manufacturière a augmenté en moyenne annuelle de 3,5% aux Etats-Unis, contre 5% en RFA, 6,5% en France et 10,6% au Japon. Entre 1970 et 1974, ces taux de croissance respectifs furent de 3,8%, 5,1%, 5,9% et 8%. La part des Etats-Unis dans les exportations mondiales de produits manufacturés est passée de 21,5% en 1964 à 18,5% en 1970, 17,7% en 1975 et 16,5% en 1977. Celle de la RFA est passée de 19,3% en 1964 à 19,8% en 1970, 20,3% en 1975 et 20,5% en 1977, tandis que la part du Japon passait de 8,1% en 1964 à 11,7% en 1970, 13,6% en 1975 et 15,4% en 1977.

En 1959, c'était une firme américaine qui dominait dans onze branches sur treize de l'industrie manufacturière. En 1974, cette supériorité ne se vérifie plus que dans sept branches sur treize. En 1959, 63% des 156 firmes les plus grandes du monde de l'industrie étaient améri-

caines. En 1974, ce pourcentage était tombé à 43%, contre 36,5% pour les multinationales européennes et 20% pour les multinationales japonaises.

Ajoutons d'ailleurs que le scénario «machiavélique» attribué aux dirigeants de l'impérialisme en matière de chute du dollar non seulement s'est avéré peu efficace dans le domaine des exportations de marchandises, mais n'est pas du tout le seul résultat possible de cette chute. Si les gouvernements ouest-allemand et japonais s'obstinent à conserver à la lutte contre l'inflation la priorité accordée jusqu'ici, ils pourraient réagir au gonflement de la masse monétaire, provoqué par l'afflux de dollars, à la fois par des restrictions budgétaires sévères et par des mesures de contrôle des mouvements de capitaux (comme l'a fait la Suisse). Le résultat serait de précipiter une nouvelle contraction du commerce mondial et une nouvelle récession, et non l'alignement du DM et du yen sur le dollar déprécié.

La principale faiblesse de toutes les analyses qui exagèrent le caractère politiquement induit et voulu de la chute du dollar est cependant ailleurs. Elle réside dans une sous-estimation très nette des conséquences de cette chute sur le plan des mouvements de capitaux, dans une incompréhension de la nature spéci-

fique de l'époque impérialiste et du rôle essentiel que le capital financier et les mouvements internationaux de capitaux y jouent.

La dépréciation accélérée de la principale monnaie de papier sur le marché mondial sape son rôle comme équivalent général et moyen de paiement généralement accepté. Même à l'intérieur d'un Etat, et a fortiori sur le marché mondial où n'existe aucun Etat souverain, aucune force extra-économique ne peut à la longue obliger un propriétaire de marchandises ou de créances d'en accepter le paiement en monnaie de singe. Supposer le contraire, c'est fermer les yeux devant la nature du régime capitaliste, fondé sur la propriété privée et la concurrence.

Dans les conditions présentes, la dépréciation accélérée du dollar doit forcément provoquer une série de réactions en chaîne, dont les plus importantes nous paraissent les suivantes :

① La même logique qui fait que la chute du dollar favorise les exportations de marchandises américaines implique qu'elle favorise les exportations de capitaux de la part des impérialistes européens et japonais. En fait, alors que les investissements des multinationales américaines en Europe stagnent ou même diminuent (ou qu'il y a même désinvestissement), il y a une ruée du capital européen et japonais sur les Etats-Unis. Fondations d'usines, absorption de firmes américaines,

fusions, achats de terrains et même de fermes, se multiplient. Si la tendance actuelle se maintient pendant quelques années, la somme cumulée des investissements directs de capitaux à l'étranger de la part du capital européen et japonais égalera ou dépassera celle des capitaux américains. Ne l'oublions jamais : une dépréciation du dollar de 40% par rapport au DM ou au yen signifie qu'il faut 40% de DM ou de yens en moins à un groupe européen ou japonais pour acheter une usine aux Etats-Unis.

② La dépréciation du dollar facilite l'expansion des banques européennes et japonaises sur le marché international. Ces banques se sont lancées avec agressivité tant sur le terrain des crédits internationaux que sur celui de l'émission d'emprunts internationaux. En fait, parmi les vingt plus grandes banques du monde du point de vue de leurs avoirs (dépôts) totaux, il n'y en a plus que quatre, en fin 77, qui soient américaines (il est vrai que parmi celles-ci, il y a toujours le numéro un et le numéro deux). Dix sont européennes, cinq sont japonaises, et une est brésilienne. Alors qu'en septembre 77, plus de 75% des euro-obligations étaient libellées en dollars, ce pourcentage est tombé à moins de 20% en février 1978. (*Business Week*, 20 mars 1978).

③ Une partie croissante du commerce mondial commence à être soldée en d'autres devises que le dollar, avant tout en DM et en yens. Cette tendance n'est qu'embryonnaire, mais elle tend à s'accroître.

④ Une partie croissante des liquidités détenues par les grandes multinationales, américaines autant qu'européennes ou japonaises, est placée dans des banques en dehors des Etats-Unis, en devises autres que le dollar.

⑤ Les banques centrales commencent - prudemment et sur une échelle encore réduite - à constituer des réserves de change en d'autres devises que le dollar. Alors que la part de ces « autres devises » dans l'ensemble des réserves de change des banques mondiales capitalistes n'était que de 7% en 1970, elle



La Bourse étend son linge sale

s'élève actuellement à 25%. Si l'on tient compte de la hausse du prix de l'or exprimé en dollars dépréciés - hausse que seule la Banque de France et la Banque d'Italie comptabilisent jusqu'ici dans le calcul de leurs réserves de change - la part du dollar dans ces réserves est vraisemblablement tombée au-dessous de 10% au premier trimestre 1978.

6 Les créateurs des fameux pétro-dollars - c'est-à-dire les pays exportateurs de pétrole les plus riches, essentiellement l'Arabie Saoudite, le Koweït, Qatar et les émirats du Golfe - ont pratiquement cessé d'accumuler de nouveaux dollars. Ils maintiennent leurs anciens avoirs dans cette devise, mais les revenus courants sont immédiatement convertis en devises fortes.

Ce mouvement serait en cours depuis plus de 6 mois. Rien qu'au mois de février 1978, cette conversion aurait porté sur un milliard de dollars.

7 Le déclin du dollar implique une perte de revenus pour les pays exportateurs de dollars, perte qui, en l'espace d'un an, serait de l'ordre de 10% pour l'ensemble de l'OPEP et de 13% pour le Qatar (le plus frappé). La riposte imminente serait une indexation du prix du pétrole à un cours moyen de 11 devises. (*The Economist*, 18 mars 1978). Celle-ci entraînerait un renchérissement du pétrole importé par les États-Unis, donc une aggravation du déficit de la balance des paiements de ce pays, donc une nouvelle dépréciation du dollar.

A la limite, ces réactions en chaîne incluent le risque d'un retrait général des pétro-dollars des États-Unis, ce qui pourrait entraîner un effondrement général du système de crédit de ce pays.

Certes, pour le moment, une telle éventualité est peu probable. L'Arabie Saoudite, qui à elle seule détient quelque 65 milliards de dollars, dépend étroitement de l'impérialisme américain du point de vue politique, militaire, technologique. Sa classe possédante n'a aucun intérêt à dé-

stabiliser l'économie capitaliste internationale de manière désastreuse. Mais les sacrifices financiers qu'elle est prête à accepter en échange de ces considérations socio-politiques ont des limites. L'altruisme n'existe pas dans l'univers des propriétaires de capitaux, et surtout de propriétaires milliardaires.

Si le maintien du placement des fameux 65 milliards dans la zone dollar devait impliquer une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 40 ou 50% en l'espace de quelques années, les sheiks calculeraient comment limiter leurs pertes, comme tout bon gérant de fortunes formé à la Harvard Business School (et c'est là que la nouvelle génération de sheiks a été formée). Les émirats du Golfe

Paradoxalement, l'Allemagne et le Japon, sans parler de la Suisse et des Pays-Bas, font des efforts frénétiques et désespérés pour éviter que leur devise ne soit utilisée comme monnaie de réserve. C'est qu'à part le fait que l'histoire des quarante dernières années indique quel risque d'être entraîné dans un tourbillon de spéculation découle de «l'honneur» d'exercer pareille fonction, l'économie de ces pays n'a manifestement pas la surface nécessaire - comparable à celle de la Grande-Bretagne au XIXe siècle ou celle des États-Unis pendant la période 1940-1975 - pour exercer ce rôle-là.

Et c'est là que nous touchons le cœur des difficultés que rencontre l'impérialisme pour remplacer le

système monétaire international fondé sur l'étalon or-dollar, système qui s'est effondré en 1971, par un nouveau système.

Il aurait déjà été difficile de le réaliser en période de prospérité relative.

Il est bien plus difficile de le réaliser en période de dépression.

La résistance que manifeste la classe ouvrière internationale à supporter les frais de la «restructuration» accroît encore les difficultés de l'entreprise. Mais celles-ci résident principalement dans le fait qu'au déclin relatif de l'impérialisme américain - qui reste de loin la

puissance la plus forte relativement - ne correspond aucune montée d'une autre puissance capable de remplacer son leadership.

Décidément, la «direction collective» ne réussit guère mieux à l'impérialisme qu'à la bureaucratie soviétique. En l'absence à la fois d'une direction hégémonique et d'une direction collective, c'est l'absence de direction tout court qui caractérise la scène politique, économique et monétaire impérialiste. La manière dont la crise du dollar est «gérée» - ou plutôt dont elle n'est pas gérée - illustre parfaitement cette crise de direction.

dépendaient et dépendent encore, eux aussi, de l'impérialisme britannique à tout point de vue. Mais lorsque la livre sterling était en chute libre, ils ont fini par retirer massivement leurs avoirs de Londres.

Ce qui effraie le monde impérialiste, ce n'est pas tellement la chute du dollar en elle-même. En fin de compte, le capitalisme a survécu au déclin de la livre sterling et à bien des catastrophes monétaires et financières. Ce qui l'effraie, c'est qu'il n'y a aucune devise prête à prendre la place du dollar, comme celui-ci se substitua jadis à la livre sterling en tant que principale monnaie de réserve.

